

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 482, 1,50 F
JEUDI 28 JANVIER 1971



La révolte aux États-Unis

Au sommaire

● U.S.A.

La contestation, sous sa forme hippie, connaît un fort développement aux Etats-Unis. Mais, comme le montre Eliane Schweitzer (page 14), il ne suffit pas de se coucher dans l'herbe et de fumer de la drogue pour être révolutionnaire.

● Bretagne

Des mouvements revendicatifs très importants ont lieu depuis plusieurs mois dans l'Ouest. A cette occasion, un phénomène nouveau est apparu : la jonction dans la lutte des ouvriers et des paysans. Les militants P.S.U. de Quimper, engagés dans les luttes, retracent comment cette évolution s'est faite (page 9). Au même moment, les producteurs de lait sont entrés en lutte. Quelles sont les raisons, la signification et les dangers d'une telle action, c'est ce qu'analyse notre correspondant à Brest (page 11).

● Pompiers

Dans la légende de tous les jours, le pompier est un être brave, à fière allure, et le 14 Juillet, c'est encore mieux. Mais dans les faits, quelle est la situation ? C'est à dépeindre cette réalité que s'est essayé Remy Grillault (page 12), et elle ne laisse pas d'être assez inquiétante. Notre sécurité est-elle vraiment assurée ? En vérité, il semble qu'une catastrophe comme celle de St-Laurent-du-Pont n'ait rien appris à M. Marcellin.

● P.C.F.

L'un des « négociateurs » communistes, Jean Kanapa, a mis en cause, dans un long article dans France Nouvelle, Jean-Marie Vincent et la manière dont le P. S. U. concevait un éventuel accord avec le P.C.F. Le Directeur Politique de Tribune répond sur le fond (page 5). Dans le même temps, le Bureau National rend publique la lettre adressée au P.C.F. où il prend acte de la rupture intervenue (page 4).

Courrier des lecteurs

LES ASSEMBLEES OUVRIERS-PAYANS

Le groupe « Entreprise » de Sens apporte une « modeste contribution à la réflexion sur les méthodes de travail des assemblées ouvriers-paysans et non sur le principe qu'il trouve excellent ». Un des membres de ce groupe a été délégué à l'assemblée de la région parisienne. L'expérience fut décevante pour lui. Il a vu s'abattre sur lui un flot de textes, à propos desquels on se battait sur un mot, une virgule... et il s'est finalement trouvé dans une ambiance aussi loin de ses préoccupations quotidiennes que s'il était tombé au milieu de n'importe quel congrès traditionnel. Un grave écueil est à éviter : celui que ces assemblées soit l'affaire d'une « aristocratie de militants ouvriers », coupée, par le langage surtout, de milliers de travailleurs qui peuvent être intéressés par le travail que nous avons entrepris. La direction du P.S.U. a peut-être tendance à interpréter et redresser des textes issus des assemblées ouvriers-paysans ; mais il ne faut pas non plus qu'une petite minorité de camarades, parce qu'ils sont mieux entraînés au travail de réflexion se fassent un peu abusivement les interprètes de travailleurs moins politisés qui avaient quelque chose à dire mais n'ont pas vraiment pu le dire. »

Sur le même sujet J. et Th. Bunel (95-Franconville) posent les questions suivantes :

— Quels critères ont été retenus pour participer à ces assemblées ? Quels paysans ? Ouvriers agricoles métayers, fermiers, propriétaires de 10 à 500 hectares ?

— Quels ouvriers ? dans notre secteur, aucun travailleur manuel n'a été invité à participer à ces assemblées ?

— Qui a préparé les résolutions votées par ces assemblées ?

Avant le congrès du parti, nous pensons que de nombreux débats clarifieront toutes ces questions.

« N'ENTROUVREZ PAS LES PORTES !... »

Martial Lemoine, à Paris, est contre l'ouverture des Maisons closes : « Le problème ne peut être résolu que par une éducation sexuelle de masse, s'attaquant à la fausse morale de la bourgeoisie, dont la majorité des femmes est inconsciemment victime. Il y a un pays en Europe où la prostitution a été supprimée : c'est la Suède. Les Français qui connaissent ce pays savent très bien que la sexualité là-bas, ne s'apprend pas à confesse... ni au bordel. Serions-nous donc moins révolutionnaires que les socio-démocrates suédois que l'on juge souvent, d'ici, si peu socialistes ? »

NIMES-EXPO

Au sujet d'un article publié dans « T.S. » numéro 475 (10-12-70) et rédigé à partir d'un document envoyé par le groupe d'action locale de la section P.S.U. de Nimes, ce dernier demande l'insertion du complément d'information suivant : « notre groupe d'action souligne l'absence de la conclusion politique. Nous vous précisons que cette conclusion représente la position de la section de Nimes par laquelle cette dernière a reconnu l'utilité de la présence du P.S.U. à la municipalité de Nimes, au cours d'une assemblée générale de la section (17 voix pour, 2 contre, 3 abstentions). »

APRES LE PROCES DE BURGOS

« Dans le numéro 480 de « T.S. » sous le titre « Liberté pour Angela Davis » il est écrit : « nous avons « sauvé » Isko et ses camarades... Sans vouloir diminuer la portée de l'action entreprise par le P.S.U. au moment des événements de Burgos, il convient de remarquer que l'emploi du terme « sauvé » paraît exagéré. En effet, s'ils ont échappé à la peine de mort, il ne faut pas minimiser l'importance de la peine dont ils ont « bénéficié ». 30 ans de prison faisant suite aux tortures morales et physiques équivalent à une peine de mort ! Il est regrettable de laisser croire à l'opinion publique que ces hommes ont été sauvés. Il en est de même pour Lénine (15 ans de travaux forcés !). En outre, il conviendrait de ne pas passer sous silence le fait que durant les manifestations de soutien à Isko et ses camarades qui ont eu lieu en Espagne, des ouvriers espagnols ont été tués par la milice de Franco sans autre forme de procès. »

(J.-Y. Barréteau, 92-Sceaux - P. Djéjalien - 92-Antony).

**

« T.S. »

Ne répond pas aux lettres non signées. Pourtant un lecteur nous a adressé une proposition intéressante de lutte contre l'armement nucléaire. Nous lui demandons de renouveler sa demande en signant sa lettre.

**

Remerciements à la section de Boissy-St-Léger pour le compte rendu d'examen critique de notre journal. Exemple à suivre par toutes les sections. C'est le souhait du comité de rédaction.

**

Deux lettres de lecteurs feront l'objet, dans un prochain « T.S. », d'articles plus développés : « Les cadences infernales à l'usine Philips de Flers » envoyée par Jean Annic de Poissy (78) - « L'immixion de l'administration dans la vie privée des membres de l'enseignement » (informations transmises par D.-M. (62-Audruicq)).

**

-REPRESSION AU NIGER (d'un lecteur nigérien)

Vous êtes le seul journal français à avoir signalé la situation dramatique des étudiants nigériens expulsés de Côte d'Ivoire après les événements de Guinée.

La presse qui d'habitude - surtout quand il s'agit de vilipender Sékou Touré - ameuté frénétiquement l'opinion publique, s'est bien gardée de faire état de la lutte héroïque que mènent depuis trente jours les étudiants, les élèves des écoles secondaires et leurs professeurs contre les forces de répression du gouvernement. Et pour cause ! Depuis dix ans que les colonialistes ont installé au pouvoir Dior Hamani et son équipe, on fait croire à l'opinion internationale que tout va bien au Niger malgré les prisons remplies des détenus politiques et les exécutions publiques des cadres du parti Sawaba en 1964.

Les brutalités dont sont victimes les étudiants ne sont qu'une manifestation des grands moyens dont use le gouvernement pour juguler les mécontentements populaires. Mais la lutte ils l'ont été au Tchad.

Merci pour le soutien moral que vous apportez aux opprimés en portant à la connaissance du monde leurs actions et leurs souffrances. □

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :

Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 27 000 exemplaires

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Fantasia chez les ploucs

Un film de Gérard Peruz avec
Lino Ventura, Mireille Darc,
Jean Yanne et la participation
de Jacques Dufilho.

Une classe, un combat, un programme

Abraham Behar

Des Batignolles à Ferodo, des Vosges à Fougères, des postiers aux métallos, le combat de classe continue avec ses caractéristiques, ses avancées et ses limites.

Il est vrai que la logique des assemblées, le développement de la démocratie prolétarienne, amène peu à peu un type de prise de conscience de caractère nouveau. Par ce moyen, et dans la lutte, les travailleurs les plus combattifs font le trajet qui va du simple économisme et de la révolte à la prise de conscience révolutionnaire et pour ceux-ci des problèmes nouveaux surgissent : comment rendre permanent ce qui existe dans l'action, comment garder le lien politique entre deux explosions ? Et si un contrôle unilatéral doit être maintenu, comment le défendre contre la répression patronale de plus en plus dure et systématique.

Mais des secteurs de plus en plus larges entrent aussi dans l'action, les employés, les ouvriers agricoles, rejoignent les ouvriers. Or que ce soit dans les secteurs industriels les plus concentrés subissant durement l'augmentation de l'intensité du travail, que ce soit dans les régions à chômage où la bataille pour l'emploi tourne parfois au désespoir, un seul obstacle réduit à peu de chose tant d'efforts : c'est le morcellement, l'émiettement des luttes, cette guérilla épuisante que mène le prolétariat bloqué dans l'entreprise ou l'atelier, sans perspective d'ensemble et sans issue décisive.

Cette situation de forte combativité ouvrière sans coordination des luttes crée des tensions qui deviendront vite insupportables.

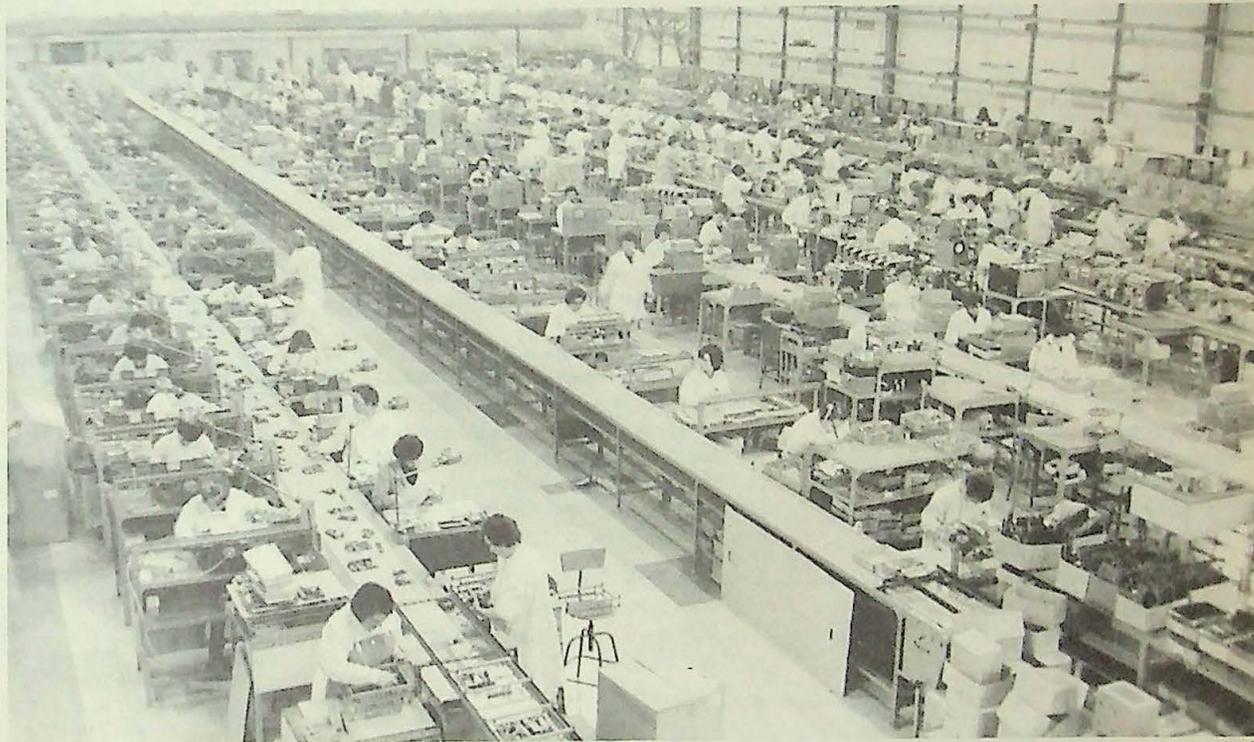
Nous avons à prendre dans ce domaine nos responsabilités, le programme d'action est notre réponse immédiate pour souder ensemble non seulement les luttes de Bretagne, pour l'emploi et celle de Peugeot contre les cadences infernales, mais aussi les luttes ouvrières et paysannes pour le salaire, pour le sol, pour le contrôle prolétarien, comme les luttes de la classe ouvrière et du peuple pour briser l'oppression capitaliste sur la ville, sur la vie.

Encore faut-il savoir constamment relier les propositions et l'analyse, les

indications politiques nécessaires et l'avis des masses.

La démocratie des travailleurs en lutte, cela ne peut pas être l'espèce de démission qui existe chez certains de nos camarades comme chez certains syndicalistes devant leurs tâches.

Vouloir constamment se réfugier « derrière la base » pour mieux cacher son incapacité, démissionner lâchement de ses responsabilités en « laissant s'exprimer les travailleurs », sans leur donner tous les outils en main,



l'information, l'analyse mais aussi les propositions, ce qui est finalement le meilleur moyen pour les empêcher de **DIRIGER** le combat, voilà contre quoi il faut lutter impitoyablement.

Qui freine la lutte ?

Dans ce domaine il est un peu trop facile de rejeter la faute sur tel ou tel syndicat qui a « freiné la lutte ». Au lieu de commencer d'abord par le commencement : a-t-on soi-même et collectivement rempli son devoir de révolutionnaire pour justement animer les luttes, les étendre, dépasser le cadre de l'entreprise, a-t-on fait la jonction avec tous les exploités, et sinon où est **NOTRE** faute, où sont **NOS** erreurs ?

Nous avons, c'est vrai, une attitude critique par rapport à la kyrielle de contrats signés par le mouvement syndical un peu partout, mais ce n'est pas

l'aspect principal : ce qui est fondamental c'est que cesse le silence, le laisser-aller, l'absence de mots d'ordre unifiants venus d'en haut, l'incapacité à proposer une issue globale, un cadre dépassant l'usine et donnant toute sa dimension à la lutte de classe. Si la dialectique entre action globale et lutte dans l'entreprise est rompue, si les travailleurs n'ont pas la possibilité d'agir tous ensemble au bout de leur action, si surtout, ils n'ont pas les moyens, par leurs assemblées, leurs conseils, de juger et de choisir sur la façon de s'insérer dans la lutte d'ensemble, eh bien, il y aura recul sur le front de classe et désagrégation des acquis politiques.

Servir les masses

Puisque le mouvement syndical clame son indépendance par rapport aux partis et en particulier par rapport aux élections municipales, qu'il le prouve en concentrant en un mot d'ordre unique les objectifs partiels multiples que

se donnent les travailleurs (par exemple la liquidation des discriminations salariales professionnelles, d'âge ou d'origine dans la production).

Pour notre part, notre tâche la plus urgente, à l'aide du programme d'action et de son fil conducteur : l'orientation stratégique, est de pousser partout, dans tous les cas, par tous les moyens à la globalisation des luttes, tout de suite et à tout prix.

« Ce qui est le plus important, a dit une fois Mao Tsé Toung, c'est de servir les masses **et de savoir comment les servir.** »

Nous avons cette responsabilité, et sans donner de leçons à personne mais, bien au contraire, en les acceptant toutes, c'est la ligne politique clairement prolétarienne que nous avons à appliquer très vite. Le conseil national dans sa majorité écrasante nous en a donné mandat. □

Lettre du P.S.U. au P.C.F.

Camarades,

Lors de la réunion du 14 janvier entre deux délégations de nos directions nationales, vous nous avez fait connaître les amendements que vous entendiez apporter au projet de déclaration commune arrêté entre nous le 1^{er} décembre dernier et relatif aux élections municipales.

Nous vous rappelons, une fois de plus, que le projet primitif avait fait l'objet d'un engagement mutuel : notre délégation devait le présenter devant notre Bureau national ; votre délégation devait le présenter devant votre Bureau politique. Pour notre part nous vous avons fait savoir que nous étions prêts à signer immédiatement un tel texte, sans y apporter aucun amendement. Au lendemain de cette séance du 1^{er} décembre qui avait vu s'esquisser très sérieusement la possibilité d'un accord entre nous, vous avez commencé une série de violentes attaques publiques contre notre parti, attaques remettant en cause les points qui avaient été surmontés par le travail long, patient et fructueux de nos deux délégations.

Néanmoins nous avons accepté une nouvelle rencontre le 15 décembre, après que votre chef de délégation eut été changé, et nous y avons appris que votre Bureau politique n'avait pas suivi votre délégation et remettait en cause le texte commun du 1^{er} décembre. Vous étiez cependant incapables de nous donner ce jour-là le texte précis des amendements que vous entendiez apporter et, malgré nos demandes répétées d'en finir très vite à cause de l'urgence de la situation, vous reportiez la suite des conversations au début janvier.

En dépit de la déclaration de votre Comité central qui réduisait pour nous un éventuel accord politique à une véritable capitulation sur toutes les po-

sitions que nous avons affirmées, en dépit de l'attitude locale de votre parti qui concluait dans de nombreuses villes des accords très étendus vers le radicalisme et vers le centre (sous couvert d'intégration des forces « démocratiques ») et laissait le P.S.U. hors des négociations, en dépit de votre volonté d'espacement des réunions, nous avons accepté de vous rencontrer, encore une fois, le 14 janvier, faisant preuve ainsi, nous semble-t-il, de notre bonne volonté et de notre désir d'arriver à une conclusion positive.

C'est alors que vous nous avez remis le texte de très nombreux amendements qui, à notre avis, peuvent être rangés en trois catégories :

1° Une série d'amendements formels destinés à alléger la rédaction du texte et qui ne posent donc pas de problèmes ;

2° Une série d'amendements courts qui, sous le prétexte d'améliorations rédactionnelles, « gommant » du texte des idées que nous avons dites essentielles pour nous. Citons en particulier :

— La disparition de la volonté de lutte contre un Etat centralisé alors que nous défendons depuis très longtemps une décentralisation très poussée en faveur des régions et des collectivités locales ;

— La disparition de toute référence aux contrats de progrès signalant le danger d'intégration au système qu'ils représentent pour le mouvement syndical ;

— La disparition de la référence à la répression qui frappe particulièrement les jeunes, alors que le problème de la place de la jeunesse dans notre société comme dans le mouvement socialiste nous semble l'un des plus importants que nous ayons à résoudre aujourd'hui ;

— La disparition de la notion de « communes distributrices de la pénurie » alors qu'il nous semble que toute la politique gouvernementale des équipements sociaux et culturels, politique qui sera encore accentuée dans le cadre des options du VI^e Plan, tend précisément à donner ce rôle aux collectivités locales ;

— La disparition de la volonté de redécoupage géographique des communes, alors que nous estimons que l'atomisation des responsabilités des communes en presque 38.000 unités est une des sources principales de la puissance de la tutelle étatique et technocratique ;

— La disparition de la nécessité de structures permanentes de dialogue entre la population, les associations locales et le conseil municipal pour la remplacer par une vague notion de « consultation » de la population. Pour nous il ne s'agit pas seulement de consulter, ce qui peut être une attitude formelle et paternaliste, mais d'associer pleinement la population et les associations représentatives aux études, aux décisions, aux contrôles et dans toute la mesure du possible à la gestion ;

— La disparition de l'allusion aux pratiques désastreuses pour la démocratie d'un grand nombre de conseils municipaux, à savoir l'autoritarisme légal des maires et le travail occulte d'un petit groupe dirigeant.

Vous voyez qu'il ne s'agit pas pour nous de rectifications mineures mais d'une remise en cause fondamentale de pratiquement toutes les questions importantes que nous avons défendues.

3° Deux longs amendements reviennent sur les problèmes qui avaient fait le plus de difficulté dans nos conversations.

D'une part vous abandonnez la rédaction qui avait été présentée par vous-mêmes (en la personne de Roland Leroy) en ce qui concerne le rôle des municipalités pour proposer une rédaction qui réduit très considérablement les aspects non gestionnaires impartis à une municipalité. Vous retirez la notion du rôle des municipales comme points d'appui de la lutte des travailleurs contre le pouvoir. Vous enlevez la référence au danger d'intégration des communes au système, si elles ne sont pas des centres de mobilisation permanente des travailleurs.

D'autre part vous proposez une ré- d'action totalement nouvelle du paragraphe relatif aux alliances. Celles-ci conçues par vous d'une manière très extensive puisque ce ne sont plus seulement les hommes et les femmes « opposés à la politique du grand capital et approuvant notre éventuelle plateforme commune » qui sont invités à se joindre aux partis ayant opté pour le socialisme, mais encore les « formations » dont il est seulement dit qu'elles doivent être opposées à la politique du grand capital et attachées au progrès social et au progrès démocratique ». Quand on voit, sur le terrain, l'attitude de collaboration que vous adoptez vis-à-vis des radicaux (en dépit de vos déclarations anti-schréberriennes) ou vis-à-vis d'éléments encore plus compromis avec le capital, on ne peut que condamner une telle conception des alliances.

Enfin vous exigez de nous une condamnation extrêmement violente des groupes que vous appelez gauchistes, alors que vous savez très bien qu'en dépit des divergences politiques profondes que nous avons vis-à-vis de ces groupes, nous n'entendons pas régler le problème politique qu'ils posent au mouvement ouvrier par l'anathème, mais plutôt par le dialogue, l'action commune et en tout cas l'appui actif quand ils sont frappés par la répression.

Cette barrière d'amendements inacceptables ne nous surprend pas. Elle durcit encore votre position par rapport au texte de votre Comité central.

Il est évident qu'une telle attitude ne peut se comprendre que par une volonté de rupture à notre égard, attitude que nous avons déjà constatée dans de très nombreuses villes. Nous la regrettons très vivement dans la mesure où il nous semblait qu'un accord était possible et que nous n'en étions pas loin le 1^{er} décembre dernier.

Il est clair que vous portez publiquement devant les travailleurs la responsabilité de cette rupture et des conséquences qu'elle aura à travers le pays. Sachez cependant que nous continuerons dans l'avenir nos efforts inlassables pour une véritable unité socialiste des travailleurs.

Avec nos sentiments socialistes et révolutionnaires ;

pour le Bureau national,
le Secrétaire national,
Michel ROCARD.

le 20 janvier 1971

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste n° 7

— Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, K. MARX	3,65 F
— Introduction à l'économie politique, R. LUXEMBURG	21,50 F
— L'Etat et la révolution, LENINE	3,20 F
— La théorie du matérialisme historique, N. BOUKHARINE	20,00 F
— La seconde guerre d'Indochine, W. BURCHETT	18,00 F
— L'Internationale Communiste, D. DESANTI	25,75 F
— La Comune, son budget, ses comptes, F. GIQUEL	19,00 F

Prix réel : 111,10 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Numéros disponibles :

- N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
- N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.
- N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.
- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

Le numéro simple	1 F
Le numéro double	2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Les habilités de Jean Kanapa

Jean-Marie Vincent

La discussion politique, la polémique idéologique sont des éléments indispensables à la vie du mouvement ouvrier. Sans confrontations réelles, la sclérose, le dogmatisme le plus plat justifiant l'opportunisme le plus apparent sont en général de règle. La bonne cons-

P.S.U. lisent ce même bilan, ils disent par contre : c'est mauvais. C'est d'ailleurs également l'opinion de la « Nation ». Mais cela ne semble pas gêner ces dirigeants. »

Et voilà, le tour est joué ! Aussi ne s'étonnera-t-on pas de voir que



science des appareils se substitue peu à peu à l'esprit d'examen empêchant ainsi toute analyse critique de la réalité présente.

Les dirigeants du P.C.F. semblent avoir oublié cette vérité élémentaire. Quand ils parlent du P.S.U., les approximations, les inexactitudes sont de mise. Du dernier Conseil national du P.S.U., les lecteurs de l'« Humanité » ne retiendront que quelques idées bien simples : la direction P.S.U. a été mise en difficulté parce qu'elle n'a pas accepté les conditions du P.C.F. pour un accord national sur les élections municipales. En somme, le P.S.U. est en crise, et il est en crise parce qu'il est contre l'« union des forces ouvrières et démocratiques » préconisée par la direction communiste. Comme les choses sont simples, et dans le meilleur des mondes !

La même simplicité tranquille caractérise l'article de Jean Kanapa : « Le P.S.U. et l'union de la gauche » paru dans « France Nouvelle » le 20 janvier 71. Pour défendre le premier bilan de conversations P.C.F.-P.S. il part du principe que ce qui est bon pour l'union de la gauche (au sens traditionnel) est bon pour les travailleurs : « ce qui va dans le sens de l'unité de la gauche va dans le sens de l'intérêt des travailleurs en lutte contre le règne des monopoles capitalistes, dans le sens de leur aspiration à une transformation profonde de la société. Quand les dirigeants du

les critiques du P.S.U. au bilan sont présentées aux lecteurs de « France Nouvelle » sous un éclairage singulier. Déclarer que la défense de la démocratie politique comme « élément du patrimoine national » est un ralliement à la démocratie bourgeoise devient pour Jean Kanapa une façon de rejeter les acquis démocratiques des travailleurs et du peuple français. Pourtant l'histoire du mouvement ouvrier français nous montre suffisamment que ce n'est pas la république des parlements qui a donné des libertés démocratiques aux travailleurs ; ils les ont arrachées de haute lutte et sont obligés de les défendre en permanence. Il n'y a pas une démocratie politique au-dessus des classes, il y a des éléments de démocratie qui traduisent les rapports de forces entre les classes. C'est pourquoi la lutte pour leur extension, pour leur développement, si elle veut être réelle, doit être une lutte contre le régime capitaliste. Elle n'est pas une lutte à l'intérieur de la démocratie formelle institutionnalisée par la bourgeoisie, elle transgresse ses limites.

Dans la même veine Jean Kanapa feint de croire que le P.S.U. est partisan d'un mouvement minoritaire pour « l'accession de la gauche au pouvoir », puisqu'il se prononce contre le « mouvement majoritaire » que propose le bilan. Toute l'astuce consiste évidemment à cacher que la critique du P.S.U. vise la notion de « mouvement majori-

l'Internationale communiste et l'action municipale

« 4° Les Parlements bourgeois, constituant un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, à la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles ;

« 5° Il en est de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux. A la vérité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie : elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par les soviets de députés ouvriers ;

« 13° Les communistes, s'ils obtiennent la majorité dans les municipalités, doivent : a) former une opposition révolutionnaire à l'égard du pouvoir central de la bourgeoisie ; b) s'efforcer par tous les moyens de rendre service à la partie la plus pauvre de la population (...); c) révéler en toute occasion les obstacles suscités par l'Etat bourgeois contre toute réforme radicale ; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique, sans craindre le conflit avec le pouvoir bourgeois ; e) remplacer, dans certaines circonstances, les municipalités par des soviets de députés ouvriers. Toute l'action des communistes dans les municipalités doit donc s'intégrer dans l'œuvre générale de désagrégation du système capitaliste ;

« 14° La campagne électorale elle-même doit être menée, non dans le sens de l'obtention du maximum de mandats parlementaires, mais dans celui de la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la révolution prolétarienne (...);

« 15° Ces conditions et celles qui sont indiquées dans une instruction spéciale étant observées, l'action parlementaire se trouve en complète opposition avec l'écœurante petite politique des partis socialistes de tous les pays, dont les députés vont au Parlement pour soutenir cette institution « démocratique », et, dans le meilleur des cas, pour la « conquérir ». Le Parti communiste ne peut admettre que l'utilisation exclusivement révolutionnaire du parlementarisme, à la manière de Karl Liebknecht, de Hoeglund et des bolcheviks. »

Extraits des thèses adoptées au 2^e Congrès de la III^e Internationale (juillet-août 1920) concernant « le parlementarisme ».

taire » conçue dans un cadre électoraliste et parlementariste. Or, dans toutes ses assises récentes le P.S.U. a clairement indiqué qu'il n'y avait pas de lutte efficace pour le pouvoir sans des mouvements de masse englobant la majorité des travailleurs. Il est vrai que les militants du P.S.U. ne se battent pas pour un « gouvernement de gauche » à la mode de 1945-1947, mais ils se sentent tenus de tout faire pour que les travailleurs puissent développer leur force collective.

Plus loin, il fallait s'y attendre, Jean Kanapa nous transforme en partisans du « tout ou rien » qui oublient que la réalisation de la société socialiste ne peut être que progressive. Le truc est grossier, il se vout sans réplique, mais il rappelle un peu trop le bon sens rassis de la presse bourgeoise pour qui la révolution, c'est du bavardage idéaliste. En réalité, nous disons simplement qu'il faut que la classe ouvrière ait le pouvoir pour amorcer la transformation socialiste de la société. J. Kanapa ne peut évidemment pas nous contredire ouvertement sur ce point, aussi biaise-t-il en jouant sur deux tableaux à la fois. Le régime de « démocratie avancée » devient brusquement sous sa plume le pouvoir des travailleurs (sans que le pouvoir d'Etat bourgeois ait été brisé).

Après cela, il ne reste plus à Jean Kanapa qu'à déclarer d'une façon docte : « Le tout ou rien

des révolutionnaires aboutit inévitablement soit à l'aventure, soit à la passivité. Les dirigeants du P.S.U. semblent avoir des difficultés grandissantes à éviter l'un et l'autre de ces écueils » et un peu plus loin : « La lutte des classes en France, la disposition des forces politiques placent aujourd'hui le P.S.U. devant un choix : ou bien travailler à l'union de la gauche ou bien parrainer les petits groupes gauchistes irresponsables. Les deux termes du choix sont incompatibles. Il semble bien que le P.S.U. ait choisi la deuxième solution. Or, cette voie-là ne peut que le conduire — comme l'expérience le montre — à l'amenuisement de son influence, à l'isolement et au bout du compte, au suicide politique. »

C'est évidemment le moyen de justifier ce que la presse a appelé le « durcissement » du P.C.F. à notre égard ainsi que sa mansuétude à l'égard de l'adversaire de classe radical. Disons le carrément, sans précaution de langage, ces remontrances ne nous impressionnent pas particulièrement. Le P.S.U. ne peut, certes, se réjouir de l'évolution du P.C.F. vers la social-démocratie, cela ne le détournera pas de la seule voie juste, celle de la lutte révolutionnaire pour le socialisme. C'est ce qu'a dit hautement notre dernier Conseil national en même temps qu'il réaffirmait notre volonté de mener des actions communes avec les travailleurs communistes. □

La France tranquille de Pompidou

Gérard Féran

Une conférence de presse de Georges Pompidou, c'est un peu comme un voyage en Hollande : c'est plat, mais cela vous dépayse !

Voici en effet un président tranquille dans un pays tranquille. Une France bien sage et sans heurts sociaux parce que régentée par les contrats de progrès. Une économie modeste, mais qui fonctionne bien et pour laquelle on se refuse à l'aventure en limitant le taux de croissance du VI^e Plan à 6 %. Des intérêts pétroliers bien compris, mais tempérés par la volonté de ne pas trop se couper de l'Algérie. Et pour couronner l'ensemble, un zeste de politique culturelle qui va permettre aux Français de compenser les médiocrités de la vie quotidienne en s'adonnant aux plaisirs de l'art. Que voulez-vous de plus braves concitoyens ? Une opposition ? Tenez, votre président l'accepte ; mieux, il l'appelle de ses vœux, la souhaite forte et structurée. Pour un peu, si on le lais-

sait faire, il irait bien lui-même recréer la F.G.D.S. !

Sans doute quelques esprits chagrins iront-ils prétendre que 3 séquestrations en un mois, cela pourrait signifier un mécontentement aigu dans la classe ouvrière. Peut-être pourrait-on faire remarquer que les vœux du président en matière d'opposition sont assez sélectifs et que si on est prêt à prendre le thé à « Armes égales » avec François Mitterrand, les discussions avec Alain Geismar et les autres détenus politiques de la V^e République se feraient plutôt au parloir ! Et il y aura bien quelques groupes sectaires pour aller dire que célébrer aussi ouvertement la grande amitié avec le régime franquiste un mois après Burgos, c'est tout de même un petit peu inquiétant. Mais tout cela bien sûr n'a pas grande importance, puisque comme dans toutes les démocraties, la France possède sa majorité (silencieuse, bien sûr) pour approuver son président.

On pourrait conclure d'une telle conférence de presse, que la bourgeoisie française a choisi avec Pompidou l'immobilisme. Pompidou serait le Queuille de la V^e République et les velléités réformistes du Premier ministre seraient le signe de contradictions croissantes dans l'appareil gouvernemental.

Ce serait là pourtant une erreur d'analyse. Pompidou ne choisit l'insignifiance que dans la mesure où elle sert sa politique. Il connaît parfaitement l'ampleur des contradictions que le capitalisme français doit surmonter. Il a su dans le passé et il saura sans doute encore, faire des choix difficiles pour la bourgeoisie si le régime lui paraît en danger. Ce n'est pas par hasard qu'il a rappelé que derrière toutes les grandes réorientations gaullistes, Algérie, politique sociale, institutions, il était là.

De même, s'il a souligné la solidité de son tandem avec Chaban, c'est

sans doute plus qu'une simple formalité. Leur politique est plus convergente et plus solide qu'il n'y paraît. Car la force de Pompidou c'est de savoir que la survie du capitalisme n'est pas seulement liée à la rentabilité de son appareil de production. Elle tient à l'existence d'une bourgeoisie qui ne peut prendre le risque de trop se diviser.

Sur toutes les questions difficiles, crise de l'appareil d'Etat manifestée par les relances régionales et européennes, intégration de la classe ouvrière, prolétarianisation de la paysannerie et d'une partie de la petite et moyenne bourgeoisie, Pompidou sait qu'il y aura de la casse. Sa politique vise à la limiter au maximum. Aussi veut-il être sûr que si le régime est un jour en danger, la bourgeoisie fera bloc derrière lui. C'est là un objectif qui vaut bien qu'on lui consacre un septennat ! □

Grève de la faim pour la liberté

Alain Lévy

En septembre dernier, des militants ont fait la grève de la faim, dans leur prison, afin d'obtenir la reconnaissance de leur qualité de détenus politiques. Il ne s'agissait pas par là, de tenter d'obtenir un privilège, mais un droit légitime. Il ne s'agissait pas non plus de se poser en aristocratie des prisons, face aux droits communs, mais de faire reconnaître le caractère politique de la lutte contre la bourgeoisie.

Après vingt-cinq jours de grève, nos camarades ont obtenu un régime de peine amélioré, mais plusieurs de ces mesures sont restées lettre morte.

Depuis, le tribunal correctionnel de Paris et la Cour de cassation ont affirmé à plusieurs reprises le caractère politique des délits incriminés, forçant même le ministre à revenir sur son refus obstiné dans le cas de *Michel Julien*.

Il est clair que le ministre n'a cédé en septembre que pour endormir l'opinion publique et tenter d'empêcher une prise de conscience de la gravité de la situation. Il mystifiait la population française en laissant croire que tous les problèmes étaient résolus. Marcellin a même annoncé qu'il n'y avait plus en France qu'Alain Geismar comme prisonnier politique.

Il n'en est rien, plusieurs détenus politiques ne bénéficient à l'heure actuelle d'aucune des conquêtes

de la grève de la faim. D'autres peines d'emprisonnement ont été prononcées et tous ces militants sont actuellement au régime des droits communs, aggravé encore par l'isolement.

Henri Leclerc a écrit au ministre de la Justice, M. Pléven, en décembre dernier pour lui demander des explications sur cet état de fait. Le garde des Sceaux a dit alors qu'il répondrait d'urgence. Le 11 janvier, H. Leclerc s'est vu dans l'obligation de rappeler au ministre sa promesse. Devant l'absence de réponse, *les militants emprisonnés ont commencé le 14 janvier une nouvelle grève de la faim.*

Les faits qui ont déclenché cette grève sont semblables à ceux qui ont provoqué celle de septembre, mais le caractère de cette grève est très différent pour deux raisons principales.

D'abord, en septembre la majorité des grévistes étaient des étudiants et des enseignants, aujourd'hui, la majorité d'entre eux sont des jeunes ouvriers. La répression de la bourgeoisie s'abat ainsi sur son ennemi principal, le prolétariat.

Ensuite, cette deuxième grève prouve que le gouvernement n'a rien résolu du tout en septembre dernier. Cette nouvelle offensive de nos camarades emprisonnés, détruit la façade de la libéralité que Pompidou, Marcellin, Pléven and Cie avaient essayé de se donner.

C'est pourquoi la presse bourgeoise fait un black-out quasiment total sur cette question. Même le *Nouvel Observateur*, bien qu'informé par Henri Leclerc lui-même, se tait cette semaine.

En réalité le ministère de la Justice a déclaré la guerre aux gauchistes emprisonnés : tous nos camarades sont restés six jours sans assistance médicale ; à Bordeaux, nos camarades sont chacun dans une cellule individuelle, ils n'ont pas le droit de prendre du sucre (ce qui ne s'est jamais vu dans une grève de la faim), ils n'ont pour boire, que l'eau du robinet, ce qui pose des problèmes médicaux.

La direction de la prison leur a supprimé toute lecture.

Il faut briser le mur du silence, dénoncer ces faits avec vigueur. Nous

avons prouvé qu'en prenant l'offensive contre la répression, nous pouvions faire reculer le gouvernement.

La *Cause du peuple* est maintenant en vente dans tous les kiosques, ainsi que les *Cahiers de la gauche prolétarienne*. Marcellin a dû battre en retraite dans l'affaire d'*Hara Kiri*. Se battre contre la répression, c'est se donner de nouvelles armes de propagande contre la bourgeoisie.

La lutte actuelle de nos camarades emprisonnés est notre lutte, la reconnaissance de leur qualité de détenu politique est nécessaire pour que nos luttes soient reconnues comme des luttes politiques.

Aucun argument technique ou de sécurité ne peut être invoqué par la direction des établissements pénitentiaires. □

Un nouveau journal

Jacqueline Giraud

Un nouveau journal révolutionnaire est né : « *Secours Rouge* », le journal de l'organisation de masse contre la répression.

Réalisé par des militants du « *Secours Rouge* », le journal est d'abord un outil pour les comités de base, pour aider à leur développement. Il n'est donc pas un bulletin intérieur, mais un journal d'agitation, centré sur les grandes campagnes que mènera le « *Secours Rouge* ». Et, en même temps, un journal d'information sur la vie du « *Secours Rouge* », celle des comités de base, comme celle du comité d'initiative.

Le premier numéro reprend le texte d'appel qui, en juin dernier, a marqué le démarrage du « *Secours Rouge* ». La campagne sur Burgos, celle sur les houillères du Nord tiennent une place importante. Un certain nombre de comités racontent leurs expériences, très diverses, mais qui, toutes, illustrent l'essor rapide du « *Secours Rouge* ». Enfin un dossier central fait le point sur la répression de la liberté d'expression dans tous les secteurs, de la presse au cinéma, en passant par la peinture, et contre tous les militants politiques et syndicalistes, éditeurs et imprimeurs...

Il faut diffuser ce journal, il faut également que les comités de base participent à la réalisation du prochain en communiquant leurs critiques, leurs suggestions et, éventuellement, un récit de leur activité.

CHATEAUBOURG (Ille-et-Vilaine)

Pour la première fois dans l'histoire de l'entreprise de matériel agricole Burel, les soixante-dix travailleurs viennent de se mettre en grève. Ils s'opposent aux licenciements de trois ouvriers handicapés à qui la direction reproche de ne pouvoir faire du boni. Depuis un an les horaires ont été réduits mais pas la production. Dans ces conditions ces trois travailleurs ont du mal à suivre le rythme.

C.I.I. VELIZY

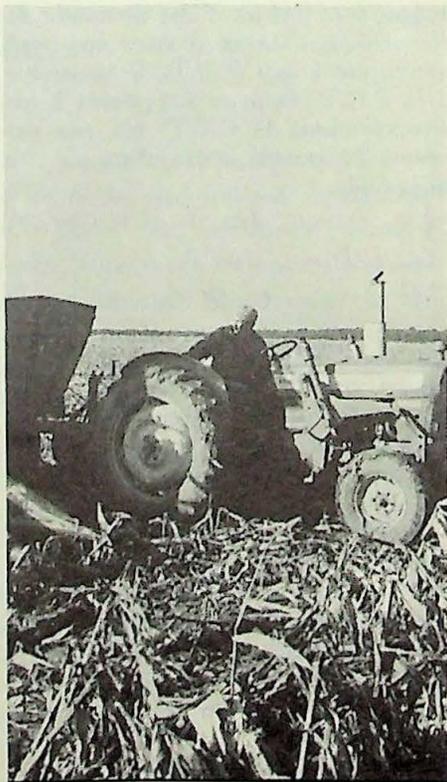
La Compagnie internationale pour l'informatique qui dispose de trois centres dans la région parisienne a trouvé la bonne méthode pour ne pas avoir d'ennuis avec le personnel. Elle pratique le système des mutations massives. Pour s'opposer à une nouvelle opération de ce genre les travailleurs de l'usine de Vélizy se sont mis en grève.

BOTTIN

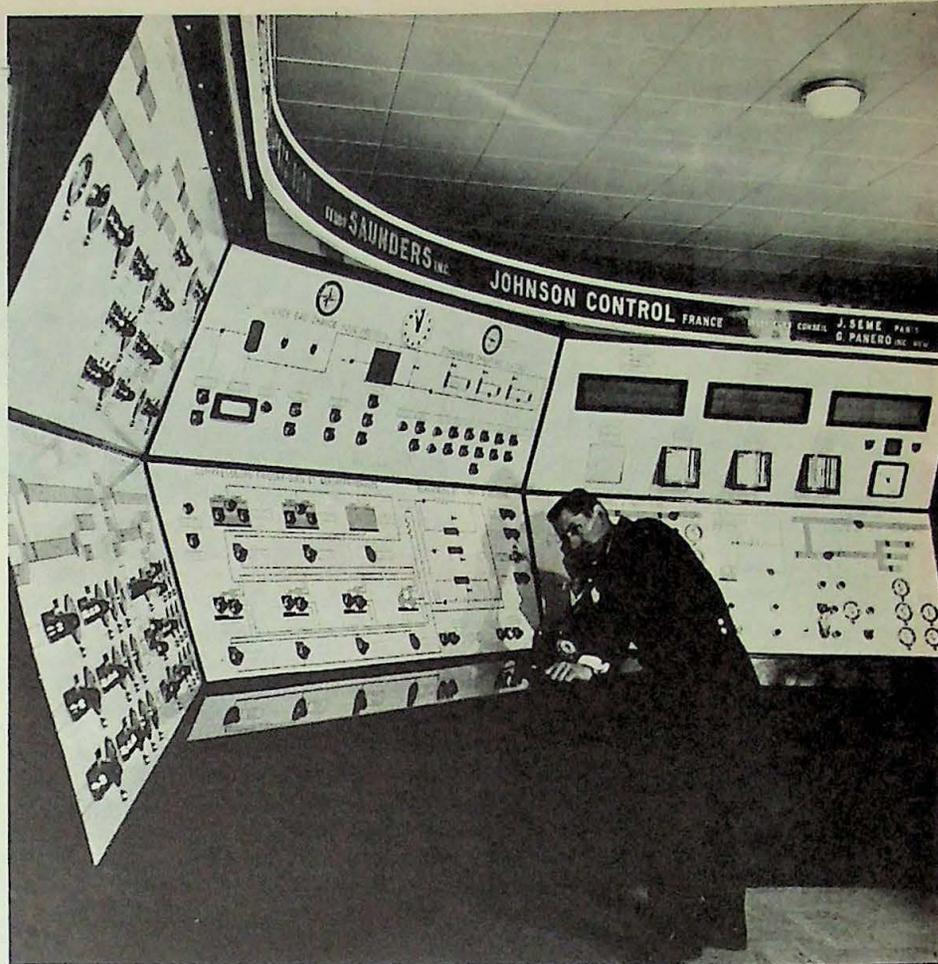
Depuis que le Bottin existe il n'y avait jamais eu de grève chez ceux qui le fabriquent. Quelques mois après la prise de contrôle de la société Didot-Bottin par J.-J. S.-S. et ses amis, les travailleurs se sont mis en grève pour s'opposer à la réorganisation de l'entreprise dont ils vont faire les frais.

PHARE DE HONFLEUR

En grève depuis le 11 janvier dernier, le gardien du phare de Honfleur vient de reprendre le travail qu'il n'avait jamais quitté. En effet, en se mettant en grève il avait déclaré que « la sécurité des navigateurs serait assurée ». Quoi qu'il en soit toutes ses revendications sont satisfaites, particulièrement celle par laquelle il demandait la jouissance d'un logement autre que celui qui lui était attribué par l'Administration.



Jean Pottier.



Collombert

CHAZELLES-SUR-LYON

La direction de l'usine Patay-moteurs a mis à pied pour une journée un délégué syndical C.G.T. Les travailleurs, estimant cette sanction abusive, se sont tous également mis à pied pour une journée : en grève.

E.G.F. PUTEAUX

Les agents de l'atelier mécano-graphique se sont mis en grève illimitée le 20 janvier dernier. Ils sont trente et se demandent ce qu'ils vont devenir. Leur atelier va être peu à peu supprimé pour être remplacé par un ordinateur.

SAINT-ETIENNE

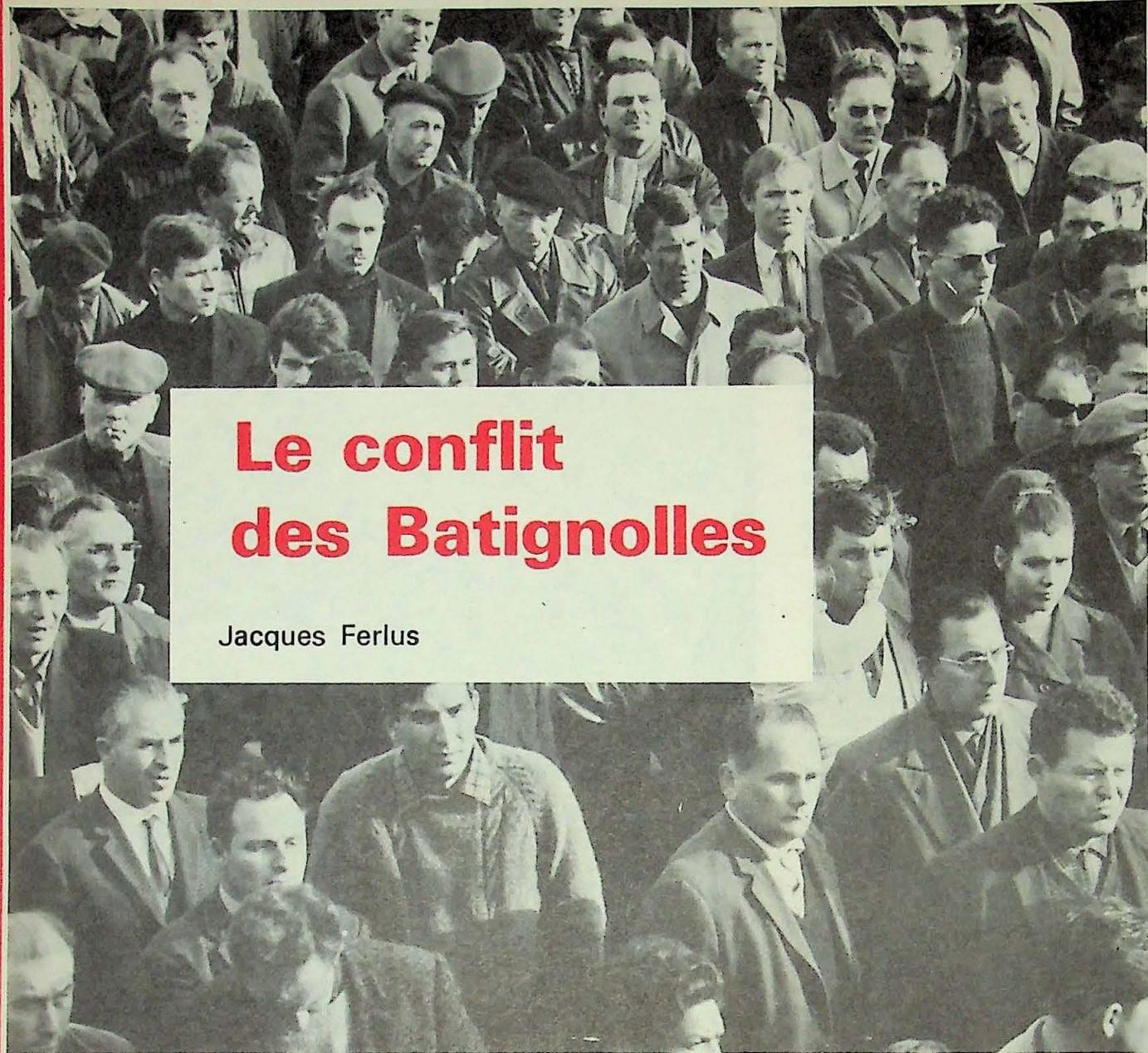
La direction de l'entreprise Francolam (matériel sportif et de camping) a fait à ses deux cent-soixante salariés des propositions d'augmentations de salaires. C'est insuffisant estiment les travailleurs, et plutôt que de perdre du temps en bavardages ils se sont mis en grève.

RENAULT-SANDOUVILLE

Le comité d'établissement de Renault-Sandouville (C.G.T.) vient de licencier un cuisinier pour faute professionnelle. Ce qui vaut à la C.G.T. d'être en opposition avec le syndicat C.F.D.T. auquel appartient le cuisinier. En fait de faute professionnelle ce qui est reproché au cuisinier c'est d'avoir été exclu de la C.G.T. après avoir manifesté son opposition, d'appartenir à la Ligue communiste et d'avoir envisagé de se porter candidat aux élections des délégués du personnel du comité d'établissement.



Sur le front des luttes



Le conflit des Batignolles

Jacques Ferlus

Collombers.

L'usine des Batignolles à Nantes est une entreprise de métallurgie appartenant au groupe Creusot-Loire. La métallurgie est un secteur d'activité très important de la région nantaise, un grand nombre de travailleurs y est employé. Ils sont 1.800 aux Batignolles. Cette usine n'est ni meilleure ni pire que les autres, si ce n'est qu'on y a pour principe d'y payer moins cher les salariés ; vingt centimes de moins par heure en moyenne.

Depuis plusieurs semaines, à la demande des travailleurs, les syndicats ont entrepris des négociations avec la direction pour obtenir des rajustements de salaires. Mais le patronat fait la démonstration de sa mauvaise volonté en se déclarant incompétent en la matière. Les salaires dépendent de la direction générale.

Cependant, à la suite de quelques débrayages bien menés, les patrons locaux ont obtenu de leurs supérieurs le pouvoir de négocier. Ils ont proposé 2,5 % d'augmentation, les travailleurs répliquent qu'ils demandent 2 % de plus. De négociation en négociation les choses traînent et le 15 janvier dernier c'est l'explosion du mécontentement ouvrier.

La direction du personnel envahie

Ce jour-là, après plusieurs débrayages et un défilé dans l'usine, une cinquantaine d'ouvriers pénètrent dans les locaux de la direction

du personnel. Ils bousculent les bureaux, éparpillent quelques dossiers et renversent des machines à écrire... Les choses n'iront pas plus loin mais elles suffisent pour affoler la direction.

Celle-ci réagit violemment en décidant le lock-out de l'usine. Officiellement cette mesure a pour but de permettre de dresser l'inventaire des dégâts et de remettre en état le matériel dévasté. 1.800 travailleurs sont au chômage parce que quelques mètres carrés de bureaux ont été désordonnés. La direction ajoute que la mesure du lock-out est rendue nécessaire pour protéger l'outil de travail. Ce point de vue n'est pas partagé par les travailleurs qui considèrent que le service du personnel dans une usine est davantage un outil d'exploitation que de travail. Pour ce qui concerne le véritable outil de travail les ouvriers n'ont pas besoin de consignes pour le respecter.

Les organisations syndicales ont affirmé sur l'heure qu'elles n'étaient pour rien dans cette attaque. Qui donc a bien pu la mener ? Pour la C.G.T. et le P.C.F. cela ne fait aucun doute : ce sont les gauchistes et plus précisément les maoïstes. Affirmation un peu rapide qui fait sourire les ouvriers des Batignolles eux-mêmes.

Certes, quelques dizaines de travailleurs de l'entreprise sont connus comme appartenant à des groupes gauchistes, mais il est clair que les

auteurs de l'attaque n'étaient pas dans leur majorité des membres de ces groupes. Trois ouvriers, que la direction affirme avoir reconnus comme faisant partie du groupe d'attaque, font l'objet d'une demande de licenciement. Deux d'entre eux sont syndiqués à la C.F.D.T., le troisième à la C.G.T. Tout en s'opposant à ces licenciements la C.G.T. n'a pas démenti la participation d'un de ses adhérents.

Un refus des méthodes traditionnelles

Il est trop facile de coller aussi rapidement l'étiquette « gauchiste » sur des actions qui paraissent spontanées simplement parce qu'on n'a pas su les prévoir, préoccupé qu'on était à autre chose, à négocier par exemple. A propos des Batignolles Gilbert Declercq, de l'Union régionale C.F.D.T., reconnaît que « les jeunes n'admettent plus ce genre de négociations. Ils refusent justement ces relations traditionnelles. Ils repoussent aussi les petites grèves, deux heures par-ci, deux heures par-là qui s'éternisent... » (1)

Après Condé-sur-Noireau, après Fougères, c'est à nouveau le même problème qui se trouve posé aux Batignolles : les travailleurs en ont assez et faute d'offrir une véritable perspective à leurs luttes, celles-ci se transforment en révoltes.

Les travailleurs ne sont pas dupes. Leurs conditions de vie sont de plus

en plus difficiles et ils le savent. Leur exploitation est de plus en plus grande et ils la supportent de plus en plus mal. Ils sont prêts à faire sauter leur carcan, à exploser. Mais en même temps, ils se savent bien isolés dans une période où le mouvement politique ne leur offre pas de perspectives réalistes et où le mouvement syndical ne parvient pas à adapter sa stratégie à la situation.

Une défaite pour la C.G.T.

Lorsque les travailleurs se sont présentés le lundi 18 janvier devant l'usine des Batignolles, ils ont trouvé les portes closes. Il en a été de même le lendemain. Plus que les événements de la semaine précédente, ce lock-out a permis aux ouvriers de trouver une grande cohésion. Ils ont décidé la grève.

Ce même jour la direction accepte de reprendre le dialogue avec les syndicats. Elle leur déclare qu'elle refuse toujours l'augmentation supplémentaire, mais que par contre, elle s'engage à négocier un accord salarial le 15 février prochain. Elle ajoute que l'usine sera ouverte le jeudi matin. Les syndicats vont consulter les travailleurs.

Jeudi matin 21 janvier, 1.500 ouvriers sont devant les portes de l'usine et ils écoutent les délégués syndicaux. La C.G.T. explique qu'il faut reprendre le travail et entamer aussitôt une nouvelle série de débrayages. Pour la C.F.D.T. il est préférable de continuer la grève jusqu'à la satisfaction de toutes les revendications.

On vote. Le point de vue exprimé par la C.F.D.T. est partagé par 80 % des travailleurs. La grève continue.

La C.G.T. se trouve ainsi désavouée sur un terrain où elle obtient régulièrement la majorité aux élections professionnelles (65 %). Ce qui ne l'empêche de continuer à déclarer, en termes à peine voilés dans un communiqué, que c'est elle qui avait raison et que les travailleurs ont eu tort de ne pas la suivre.

La pratique des assemblées de travailleurs réserve des surprises et le syndicat C.G.T. des Batignolles n'est pas près de s'y laisser reprendre. Selon ce syndicat il aurait été nécessaire avant l'assemblée générale de réunir toutes les explications nécessaires (2). Ainsi ils auraient pu influencer sur le vote de tous les travailleurs. C'est ça la démocratie.

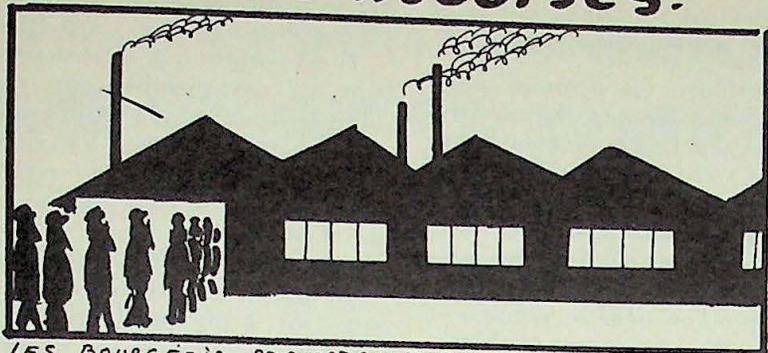
Malgré cette défaite, on ne peut pas affirmer qu'il s'agit d'une perte d'influence de la C.G.T. Le désaveu ne pouvait être que passager. Il démontre en tous cas que les travailleurs prennent la saine habitude de juger sur pièce, dans l'événement.

La C.G.T., et avec elle toute la pratique traditionnelle du syndicalisme, vient de recevoir un avertissement. Avertissement qui pourrait bien se transformer en blâme et en dénonciation si les intéressés ne réagissent pas. Car aux Batignolles la lutte n'est pas terminée et de nouvelles occasions ne manqueront pas de se présenter ailleurs. □

(1) Cité dans le « Monde » du 21 janvier.

(2) Cité dans « l'Humanité » du 22 janvier.

LES SEQUESTRATIONS. BOURGEOISES.



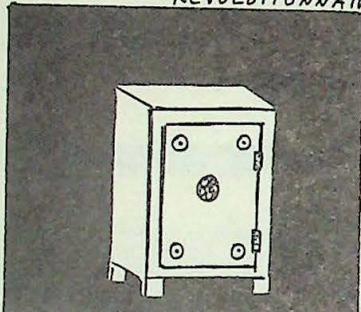
LES BOURGEOIS SEQUESTRENT PENDANT DES ANNEES LES TRAVAILLEURS POUR LES PRESSER COMME DES CITRONS, DANS LES USINES. LES H.L.M. LES BUREAUX...

ILS SEQUESTRENT LES PLAGES, LES PRES, LES CHAMPS, LA NEIGE, LA MER, L'AIR.....

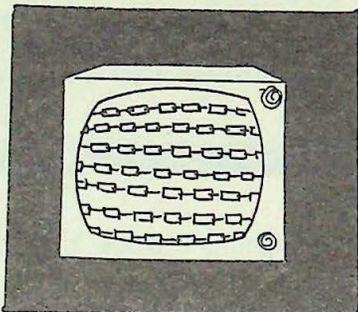


ILS SEQUESTRENT LES LOISIRS, LA "CULTURE", L'ADMINISTRATION, LE THEATRE, LE CINEMA, L'EDITION....

ILS FONT SEQUESTRENT LES PORTEURS D'IDEES REVOLUTIONNAIRES.



ILS SEQUESTRENT L'ARGENT QU'ILS REFUSENT DE DONNER AUX OUVRIERS.



ILS SEQUESTRENT L'INFORMATION QU'ILS METTENT EN CHAÎNE POUR QU'ELLE SOIT MUEITE OU PRESQUE SUR CES SEQUESTRATIONS

Unité ouvriers-paysans en Bretagne

De notre correspondant à Quimper

« Unité ouvriers-paysans » : simple slogan ou réalité militante ? Nous publions ici la première partie d'un texte élaboré par la section P.S.U. de Quimper qui sait de quoi elle parle. Des militants ouvriers et des militants paysans se trouvent réunis dans cette section. Ils n'ont pas abordé la question de manière abstraite mais face à des luttes réelles. Ils ont tenté d'influer sur ces luttes et ils ont réussi.

Nous publierons la semaine prochaine la seconde partie de ce texte qui aborde la question des coopératives.

La recherche de l'alliance ouvriers-paysans n'a pas une histoire très longue en Bretagne. Elle est née en 1968 des échecs successifs des luttes corporatives paysannes menées très souvent sous le signe de la violence et des luttes sectorielles ouvrières dominées le plus souvent par le poids réformiste de la tradition.

Entre la classe ouvrière et le monde paysan surgissait un dénominateur commun : l'alliance obligatoire, seule capable de faire surgir dans un premier temps l'industrialisation qui pourrait régler les énormes difficultés économiques de la Bretagne.

De cette nécessité, naissait le 8 mai 1968, après de multiples hésitations, une alliance des états-majors

ouvriers et paysans, qui se faisait sur le base du développement économique breton.

Conçue tactiquement, cette alliance découragea ses plus fervents défenseurs, et le pourrissement qui s'en suivit, trouva son aboutissement dans la nouvelle journée régionale du 28 octobre 1970, procession sans foi, pour la défense d'un emploi impossible.

Paradoxalement, ce pourrissement renforçait un certain nombre de militants syndicaux et politiques dans leur conviction que la reprise de l'offensive et l'espérance révolutionnaire étaient conditionnées, en Bretagne, par l'alliance ouvrière et paysanne.

Cette réflexion, souvent démarrée au stade individuel et à partir de cuisants échecs dans les luttes, s'est finalement poursuivie et enrichie dans des travaux de groupes animés par des militants du P.S.U.

Novembre 1969
Landerneau

Un conflit met aux prises, à la coopérative de Landerneau, les ouvriers à la direction, à la suite de revendications déposées par le Syndicat C.F.D.T. Une demande d'augmentation de salaires, non hiérarchisée, se traduit par une grève très dure de plusieurs jours, qui n'aboutit pas. La direction et les administrateurs

détourne du trust capitaliste qu'est la coopérative de Landerneau, pour les amener tout naturellement, et spontanément, à soutenir les ouvriers dans une revendication pas très bien comprise en raison du manque d'explications fournies par le syndicat C.F.D.T.

Brutalement posé, le problème de l'unité ouvrière et paysanne ne trouve pas davantage de solution que le conflit lui-même.

Mai 1970
Saupiquet Quimper

Un conflit éclate à l'usine Saupiquet de Quimper, au moment de la livraison de la récolte d'épinards. Le



A.D.N.P.

de Landerneau orchestrent une campagne de presse qui exploite la crainte des producteurs d'être toujours les victimes de conflits qui éclatent dans des secteurs exploitant des denrées périssables.

Cette crainte, et la perte sèche due au non-ramassage du lait, font éclater des bagarres entre producteurs et ouvriers de la coopérative.

Pourtant, lorsque ces producteurs organiseront le ramassage du lait avec la direction, un certain nombre de paysans vont se faire entendre : mécontents, hostiles aux briseurs de grève, ils vont se solidariser souvent à titre individuel avec les ouvriers laitiers.

Un réflexe naturel de solidarité les

personnel, en majorité féminin, et organisé par la C.G.T., réclame des augmentations de salaire d'autant plus urgentes que le taux horaire n'y dépasse pas le S.M.I.C.

Bien qu'ils soient menacés, là aussi, par la perte sèche de leur récolte qui constitue leur salaire pour des mois de travail (l'épinard coupé doit être traité dans la journée), les agriculteurs admettent et sont solidaires des revendications ouvrières, tout en précisant les limites de leur patience : une solution doit être trouvée dans les 48 heures.

Une solution salariale est trouvée par la commission paritaire de la conserve, dans ce délai, mais l'alerte a été chaude, et des incidents com-

parables à ceux qui se sont produits à la coopérative de Landerneau ont failli éclater.

Cette hantise de l'affrontement amène des syndicalistes ouvriers et paysans à réfléchir sur ces situations, d'autant plus que l'on se trouve dans une période de négociations d'états-majors régionaux sur le problème breton. Et ces conflits démontrent pratiquement l'incapacité des appareils à trouver un règlement qui satisfasse l'intérêt de tous les travailleurs.

Des solutions sont ébauchées très rapidement, d'autant plus qu'un conflit ouvrier menace à la coopérative légumière du « Coat-Ker », alors que débute la récolte des petits pois :

— occupation de l'usine par les ouvriers et les paysans producteurs ;
— remise en route de l'usine, et traitement du produit ;
— rémunération des ouvriers et des producteurs, par la vente du produit sur la voie publique.

Cette réflexion commune, impensable dans le cadre des organisations syndicales, est prise en charge par la section P.S.U. de Quimper qui réunit dans ses rangs un certain nombre de militants ouvriers et paysans. Des

discussions menées dans le cadre du groupe, il ressort clairement que :

— dans un premier temps, l'alliance ouvrière et paysanne ne peut se faire qu'au niveau des industries agro-alimentaires, où les contradictions secondaires peuvent être le plus facilement neutralisées ;

— le rôle des agriculteurs est fondamental dans cette unité, pour plusieurs raisons : leur importance numérique, et leur ardeur combative.

Mais les premiers écueils se dessinent déjà très clairement : cette unité qui semble possible à réaliser face à une industrie privée, est-elle possible lorsque le conflit se posera dans une coopérative ?

Quel sera le rôle des militants politiques dans des conflits d'espèce ? Les travailleurs et les paysans ne s'effaroucheront-ils pas de voir une organisation politique supporter idéologiquement et sur le terrain une lutte sociale ?

Conscients que des réponses ne pourront être trouvées que dans l'action, les militants du groupe ouvriers-paysans décident de faire avancer la réflexion et l'implantation dans le secteur agro-alimentaire. Les deux meetings d'abord prévus, l'un avec

Bernard Lambert sur les problèmes paysans, et l'autre avec Abraham Behar sur les problèmes du contrôle ouvrier, sont fusionnés, et le centre du débat devient : « l'unité ouvrière et paysanne pour le socialisme ».

Cette initiative est d'autant plus importante que les négociations régionales sur le thème « pour que l'ouest vive » ont abouti à une charte commune C.G.T.-C.F.D.T.-F.E.N., d'où les organisations paysannes sont exclues. Combattue par les états-majors, les travailleurs ouvriers-paysans imposent que l'on débattenne publiquement de l'unité, au moment où éclate le conflit Entremont.

Octobre 1970

Entremont Quimper

De ce conflit dont *Tribune Socialiste* a narré les détails, il est fondamental de se souvenir qu'en trois jours d'action commune, sur des revendications communes, ouvriers et paysans faisaient reculer la direction. Pour la première fois depuis deux ans, l'unité ouvrière et paysanne se concrétisait, et prouvait que :

— changement d'une catégorie pour tous,
— amélioration des conditions de travail.

L'élément nouveau de la grève

Le jour J tous s'arrêtèrent au grand affolement des patrons qui n'hésitèrent pas à se déplacer pour s'informer et calmer la colère des ouvriers. Ils promirent qu'avant le 15 décembre ils donneraient une réponse si le travail reprenait immédiatement ; les ouvriers acceptèrent. Les patrons tinrent plus que leurs promesses puisque sans attendre la date convenue, ils accordèrent des augmentations allant de 0,20 F à 1,00 F de l'heure et des changements de 1 à 2 catégories pour tous les cas restant en suspens devant être réglés rapidement. Malgré cette victoire, les ouvriers comprirent que le rapport de forces leur était favorable, mais ils comprirent aussi que ce qu'ils venaient d'arracher était récupérable. Aussi ils retournèrent devant le patron demandant que pour les ouvriers à la production leur nouveau coefficient ne soit un bâton de maréchal. C'est alors que la C.G.T. fit craindre un mouvement de division ce qui stoppa le mouvement.

Le 15 janvier dernier les ouvriers des ateliers de Chloé se sont mis en grève, suivis par ceux des services de chaufferie. L'élément nouveau de cette grève est que le mouvement est directement pris en charge par les travailleurs. La production de l'usine a été paralysée mais les travailleurs sont à leurs postes et assurent la sécurité. L'usine tourne à vide. C'est une nouvelle grève sans grévistes et ce genre de conflit inquiète beaucoup le patronat. □

— elle correspondait à une attente des travailleurs ;

— elle avait une force d'impact hors du commun. Cette action a frappé le monde paysan par sa rapidité et son efficacité.

Il est certain que cette action-réussite n'a été possible que grâce à l'intervention du groupe ouvriers-paysans de la section P.S.U. de Quimper. Les problèmes posés avaient été envisagés lors des précédents conflits de Landerneau et de Saupiquet-Quimper, et c'est ainsi que des solutions pouvaient être immédiatement apportées à un conflit que les organisations syndicales ne concevaient que comme un conflit traditionnel.

La présence de B. Lambert et d'A. Behar a contribué à rendre la conjoncture plus favorable, car l'intervention des militants du parti s'est faite au moment des négociations, sur des propositions élaborées en commun par le groupe ouvriers-paysans du P.S.U.

Le rôle qu'ont joué les militants du parti dans l'explication et la signification de l'action à l'ensemble de la population est également à souligner : c'est une des leçons du conflit. □

Péchiney-St-Gobain

Un mouvement exemplaire à Chloé

De notre correspondant

Depuis mai 68 les luttes ouvrières piétinent à Pechiney-Saint-Gobain. Les travailleurs ressentent de plus en plus fortement ce malaise et la tension monte dans les ateliers. De son côté, le patronat profitant de la situation continue sa course aux profits. Il a depuis longtemps rattrapé les augmentations arrachées en 68, il a même en 1969 réalisé des bénéfices énormes : 7,534 milliards de francs net (soit environ 700.000 AF par agent). Bien entendu ont bien eu quelques augmentations, mais rien de comparable avec les bénéfices de leurs patrons, à peine de quoi compenser l'augmentation du coût de la vie.

Le but d'une prime

C'est dans cette atmosphère que les patrons crurent pouvoir tirer profit de la situation pour accorder une prime dite « prime Chloé ». Conformément à leur logique, la prime devait servir de support à leur politique idéologique : division des travailleurs, réaffirmation de la hiérarchie et paiement de la servilité des travailleurs avec un bon point. C'est ainsi que cette prime fut de 150 F pour un ouvrier de la catégorie 4B et de 3.000 F pour un contremaître au coefficient 250. La

C.F.D.T. dont la lutte contre la hiérarchie est la revendication prioritaire dénonça immédiatement cette prime. Bien entendu celle-ci fut distribuée avec beaucoup de parcimonie, les travailleurs un peu rouges furent oubliés, par contre les « lèches-cul » eurent les plus belles parts du morceau.

Mais cette prime par malheur fut distribuée la semaine après une explosion de carbure. Elle fit l'effet d'une bombe. Mais les travailleurs qui se sentirent les plus lésés furent ceux des ateliers de Chloé. Ceux-ci qu'on avait fait venir depuis deux ans dans cette fabrication, ils étaient paraît-il indispensables, on venait de le leur reconfirmer en leur demandant de travailler dur. Car suite à l'accident du carbure toute la production de l'usine dépendait de la rapidité avec laquelle ils redémarreraient leur atelier. Ceux-ci comprirent que les patrons se foutaient d'eux et que le moment était favorable pour passer à l'action.

Ils se réunirent en comité d'atelier et décidèrent de présenter leurs revendications le jour du démarrage. Ils établirent leur cahier de revendications :

— augmentation pour tous de 0,20 F de l'heure,

Vient de paraître

Critique socialiste n° 3

● J.-M. VINCENT

« Rapport d'orientation au conseil national de Rouen. »

● LIBERTINI, Raniero PANZIERI

« Sept thèses sur le contrôle ouvrier. »

● Raniero PANZIERI

« Sur l'utilisation capitaliste des machines. »

● Christian LEUCATE

« Développement national et luttes de classes - Algérie 70. »

● Antoine RICHARD

« Pour un syndicalisme des travailleurs. »

● Pierre GAUTHIER

« Le salaire socialiste. »

Prix du numéro : 5 F.

Abonnements (6 numéros) : France 24 F - Etranger 32 F.

Editions SYROS, 54 bd Garibaldi, Paris-15^e (C.C.P. 19.706.28).

Les paysans n'auront que ce qu'ils prendront

De notre correspondant à Brest

En Bretagne, les producteurs de lait sont en guerre contre leurs propres coopératives. Pourquoi ?

Le prix du lait à la production : ils ont fait le calcul. A 0,47 F le litre, pour des étables de 40 vaches, bien menées par un ménage, ils travaillent en fait pour 1,84 F de l'heure !

Dans le Finistère, les régions de Brest et Quimper sont passées à l'action depuis août : arrosage des perceptions, des permanences U.D.R., des banques, au départ par de petites équipes. Il s'agit de souder les paysans dans ces équipes pour mobiliser les autres, et d'autre part, d'alerter l'opinion sur leur sort (tracts, meetings à Brest et à Quimper). Pour une fois les paysans de la base passent à l'action, sans consignes des états-majors.

— 30 octobre à Plouzane (près de Brest). réunion de 300 producteurs de lait du canton, qui voient que les laiteries veulent amortir leurs usines de plus en plus vite sur le dos des paysans, qu'ils sont victimes du capitalisme, que les industriels et les dirigeants des coopératives se gardent bien d'attaquer le système et sont les agents exécutifs du Plan Mansholt-Vedel.

Une motion dans ce sens est remise le lendemain à une assemblée générale de la sous-section laitière de la coopérative de Landerneau : puis les 100 adhérents quittent la salle au bout d'un quart d'heure. Réponse des dirigeants : trop d'emprunts à rembourser, avec des intérêts trop élevés (en effet ils paient jusqu'à 16 %). Certains leur disent : « attaquez-vous aux banques et payez-vous ! ».

— Autre assemblée générale au Relecq-Kherhuon : les producteurs de lait « contestataires » sont violemment critiqués par un administrateur (ancien secrétaire fédéral de la F.D.S.E.A.) et par le Directeur de l'Office Central de Landerneau ; les paysans répondent par un tract diffusé dans tout le département : « le lait aigrit les cultivateurs... ».

— 23 novembre, nouvelle assemblée générale de la sous-section laitière de Landerneau, à Saint-Renan.

Les 300 adhérents réclament un salaire honnête, avec 0,55 F par litre de lait. Un des pontes de Landerneau, venu là pour les mater, essaie en vain de les calmer : lui vient de lâcher ses vaches « car elles ne rapportent pas », dit-il. Les adhérents (sauf une vingtaine) quittent de nouveau l'assemblée générale qui n'a duré qu'un quart d'heure et défilent dans les rues de Saint-Renan, puis tiennent un meeting.

— 3 décembre, assemblée générale plénière de la coopérative laitière de Landerneau,

à Carhaix : assemblée très mouvementée, où la coopérative est remise en cause par la majorité des délégués venus de tous le département. Seul résultat : changement de président.

Comme la direction ne cédait pas aux revendications des paysans-travailleurs, le nouveau président a démissionné.

— Un mois après, un autre a été élu : il trouvera en face de lui les paysans-travailleurs, qui forment un comité de défense face à la Coop, face aux administrateurs, paysans-patrons. Car pour ceux-ci, les Conseils d'administration doivent devenir des souricières.

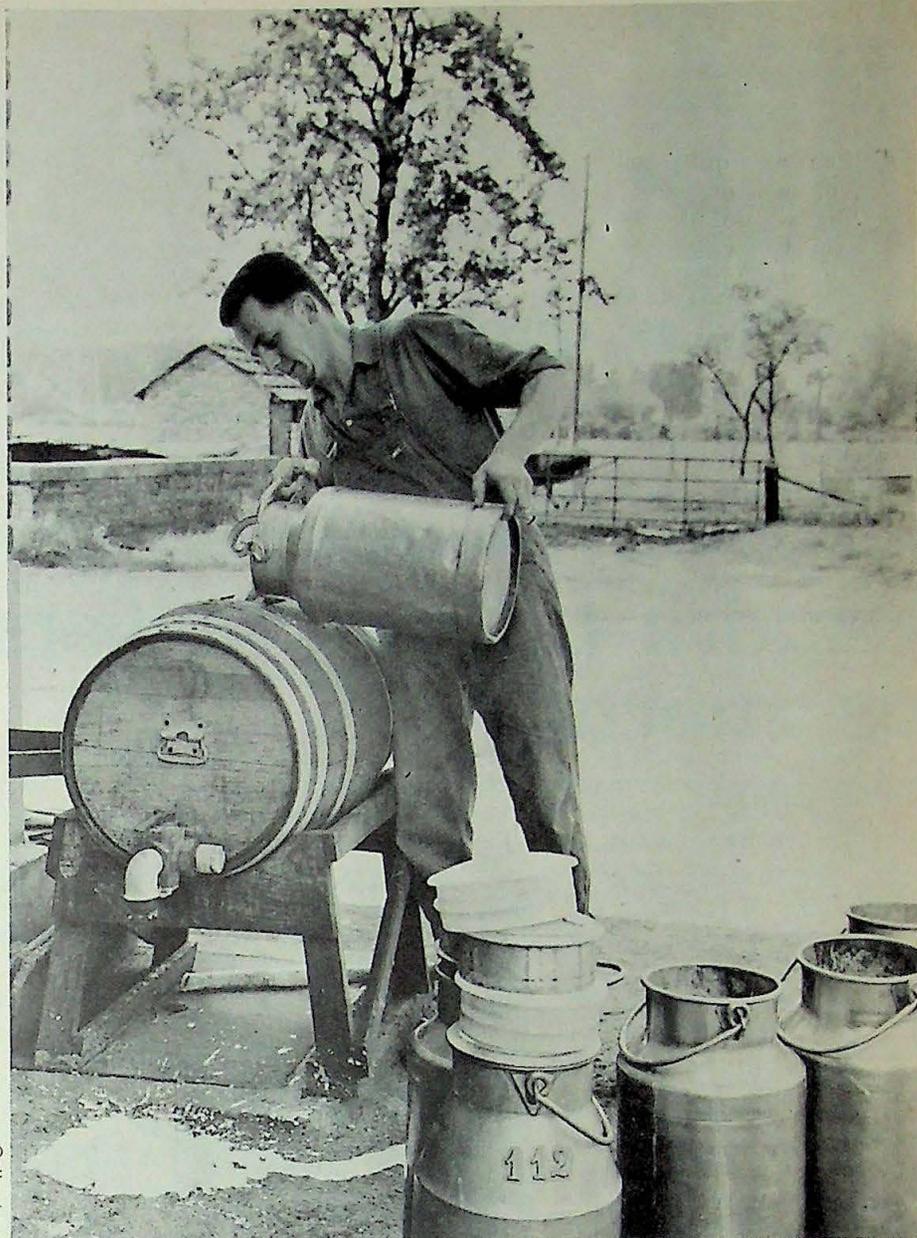
— Le 23 décembre, une manifestation de masse a eu lieu à Landerneau, organisée par les producteurs de lait de la Coop, et qui réunissait de 1.000 à 1.200 paysans.

Les ouvriers stoppent les machines par solidarité ; les paysans leur distribuent un tract, et les ouvriers en font autant pour expliquer leur débrayage : un an après que certains paysans ont cassé une grève des ouvriers, un pas a été franchi par leur unité dans la lutte.

A noter qu'une campagne est menée par « Paysan Breton », organe de la Coop de Landerneau, contre les producteurs de lait (ainsi que dans le journal de la coopérative UNICOPA).

Analyse politique :

— les paysans ont découvert qu'ils étaient exploités par leur coopérative comme par les firmes capitalistes.



— le prix du lait est d'abord commandé par celui de la distribution : la Coop a son prix de revient, ce qui reste est pour les producteurs. Ceux-ci sont donc en fait des salariés, et non des chefs d'entreprises, comme on veut toujours le leur faire croire ;

— un danger bien sûr : les augmentations de prix profitent surtout aux gros producteurs, mais pour le moment il y a des limites dans la production laitière ;

— les ouvriers des entreprises laitières n'ont été jusqu'ici qu'assez peu mis dans le coup ; mais des contacts sont pris, et ils devront se développer pour qu'ouvriers et paysans occupent ensemble leurs usines. □

Pour les travailleurs de Caterpillar

Brochure de 50 pages réalisée par le groupe P.S.U. Caterpillar (section Grenoble-Sud)
Au sommaire :

- Présentation de l'entreprise.
- La montée des luttes à Caterpillar.
- La grève, avec occupation, de septembre 1970.
- Création d'un comité de lutte.
- Le travail du groupe P.S.U. Caterpillar.

Prix de la brochure : 2 F

Toute commande est à adresser à Alain Gautier :

13, rue Christophe-Turc,
38-Grenoble.

Sapeurs-Pompiers de Paris

Faudra-t-il des milliers de morts ?

Rémy Grillault

Les pompiers les plus favorisés sont en fait ceux qui sont au service de tout ce qui est « établissement privé ». Mais les plus défavorisés sont ceux dont on ne parle jamais : (sur ce plan là du moins) ce sont les pompiers de Paris.

Il est regrettable que les responsables d'organisations syndicales ne parlent jamais d'eux sur le plan des conditions de travail qui leur sont imposées. Il est lamentable que les pompiers de province ne voient en eux que des militaires et non des collègues.

En fait le problème est simple : s'attaquer aux responsables des S.P.P., c'est s'attaquer à l'armée.

Là le gouvernement a vu juste pour ses «économies». Les militaires n'ont qu'à se taire. Ils n'ont pas de revendications à formuler.

Les S.P.P. savent ce qu'il leur en coûte de réclamer ; il suffit de se rappeler que pour avoir refusé la nourriture déplorable qui était servie habituellement à la caserne de Sévigné, vingt sapeurs furent mutés dans des régiments d'infanterie après plusieurs nuits d'interrogatoires menés par la Sécurité militaire.

Les autorités savent qu'elles peuvent imposer à cette catégorie de pompiers non pas des horaires de 112 h par semaine, mais 130 h et leur faire faire toutes sortes de travaux à bon marché, qui n'ont rien à voir avec le travail du pompier. Ne citons que les dégagements d'une partie des douves du Louvre où les pompiers furent d'excellents cantonniers à 1,50 F de l'heure.

Les pompiers les moins chers de France

Les pompiers de Paris sont non seulement les moins chers

de France mais les plus malmenés sur le plan des installations qui sont dans un état lamentable. On pourrait en dire long sur le traitement qui est infligé aux sapeurs mais ce serait tout un dossier

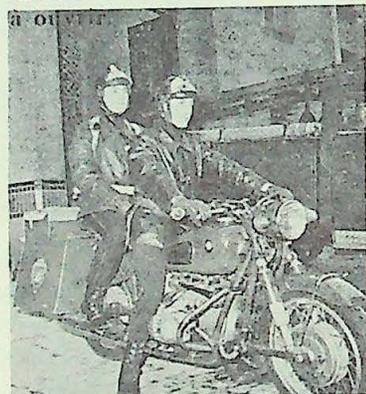


Photo extraite de « Liaisons ».

Ce qui a fait la force de ce corps ce n'est pas son matériel moderne, c'est parce que son personnel a été mené pendant plus d'un siècle à la baguette.

Jusqu'à ces dernières années le régime disciplinaire « Marche ou Crève » était appliqué à la manière des légionnaires. En pratique il n'y a que très peu de différence entre ces deux unités.

La situation matérielle de plus en plus déclassée ajoutée au traitement auquel on vient de faire allusion, ont fait subir à ce corps des pertes de sapeurs de métier sans précédent.

A cette crise, les chefs civils et militaires ont répondu par un recrutement massif d'appelés du contingent. Ces jeunes ne font qu'un an et ils ne leur vient pas l'idée de rempiler. Par ailleurs, on ne peut pas les traiter comme les engagés. Mais ce qui est plus grave c'est que l'on ne forme pas un pompier en six mois. Car, en pratique, c'est au moment où le sapeur appelé commence à s'y connaître

un peu qu'il rentre dans ses foyers.

Le fait de la situation d'appelés à la brigade des S.P.P. engendre la formation d'officier de réserve. Là, nous sommes en plein dans « Courteline » : ceux-ci font six mois de peloton E.O.R. à l'école d'application du génie d'Angers. Ceux qui serviront au S.P.P. sont sélectionnés à la fin de ce stage. Comme ils ont tout à apprendre du métier de pompier, ils font une autre période d'instruction à la brigade qui pour les officiers de carrière est normalement de six mois. Pour eux, elle est ramenée à quatre mois, car autrement ils repartiraient sans avoir jamais exercé le commandement. Il est aisé d'imaginer la rentabilité d'un tel système qui n'est rien d'autre qu'un monstrueux gâchi.

Les officiers du corps ont vite réalisé l'inefficacité et le grotesque de telles mesures. Aussi ils mutent de plus en plus les sapeurs appelés dans les services tels que l'habillement, dans les garages,

etc., pour renvoyer en compagnie les vieux sapeurs qui occupaient ces emplois.

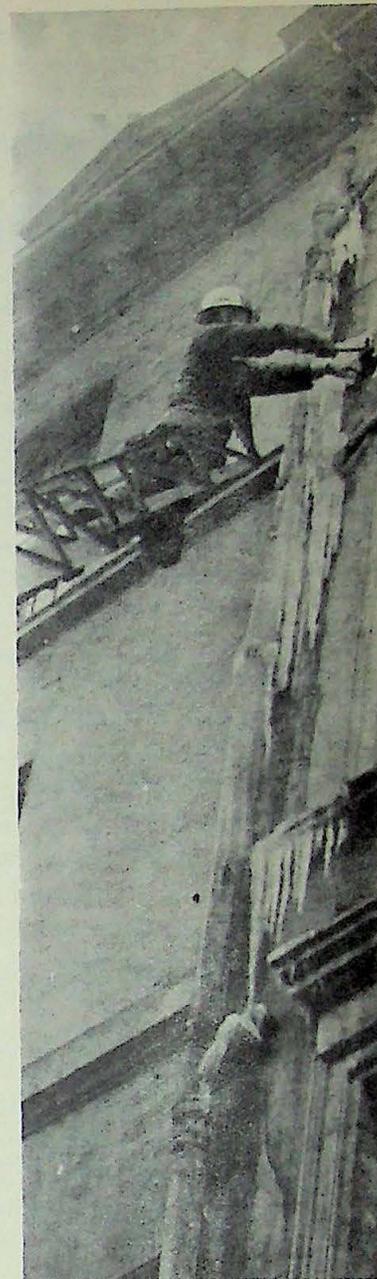
Un corps en voie d'extinction

Ce qu'il y a en fait de très grave et qui ne se vérifiera que plus tard, c'est que les responsables des S.P.P. n'ont pas su retenir leur personnel.

Il faut plus d'un quart de siècle pour mettre sur pied un service d'incendie comme celui des S.P.P. mais il faut quelques années à peine pour qu'il s'écroule.

Il faut une dizaine d'années pour former un sous-officier de pompiers et ce corps des sous-officiers est en pleine désagrégation. Ceux qui ont neuf ans de service ne partent pas, car ils perdraient leur retraite proportionnelle. Ceux-là n'ont qu'une hâte : celle de finir le plus vite possible. Quant à ceux qui en avaient pris pour trois ans, ils partent en fin de contrat pour continuer le métier dans le privé. Les officiers ne se cachent pas de le leur conseiller.

Dans quelques années ce corps n'aura plus de charpente car ce sont les sous-officiers qui la font et non le corps des officiers. Les officiers sont, eux, des militaires avant tout. Ils naviguent durant leur carrière entre les régiments de leur arme d'origine (génie ou infanterie) et la brigade des sapeurs-pompiers qui était il y a peu de temps encore classée dans l'infanterie. Elle est maintenant dans le génie en attendant qu'un général quelconque la mette en artillerie. De toute façon, peu importe car pour être nommé colonel, puis général des pompiers, il n'est pas besoin d'avoir été pompier avant.



A.D.N.P.

Il est bon de savoir de quelle manière sont commandés et organisés les pompiers militaires car c'est de cette manière-là que les autorités entendent résoudre le problème des S.P. en étendant à toute la France le système de Paris.

Ce projet est relancé à l'heure présente par l'ancien ministre des armées.

Si ce système n'a pu être mis en place jusqu'alors, c'est tout simplement parce que le gouvernement recule devant la force électorale que représente les corps de S.P. communaux qui ne veulent à aucun prix du système de Paris pour l'avoir trop connu, car la majorité d'entre eux étant des anciens, ils ont pu l'apprécier à sa juste valeur.

Marcellin oublie vite

Il faudra un nouveau Saint-Laurent-du-Pont pour que le ministre de l'Intérieur se décide à faire réellement ce qu'il faut, et à traiter un peu plus décemment les pompiers de Paris à la seule différence que ce ne sera pas 142 morts qu'il y aura à Paris mais des milliers. On a vite oublié les 320 morts du magasin Innovation de Bruxelles. Et ceci est pour demain dans la situation actuelle. □

Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

Éditions du P.S.U.

PACTE ATLANTIQUE ET IMPERIALISME

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi - PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

Vie militante

Pas d'unanimité factice



Lucien Saintonge

Le rouleau compresseur de la grande presse est passé sur le Conseil national du P.S.U. Ses journalistes, avides de spectaculaire ou désireux d'entretenir la confusion, réduisirent les débats du palais d'Orsay à des joutes oratoires entre les différents orateurs. Ils parlèrent aussi beaucoup des municipales, comme s'il s'était agi de l'ordre du jour.

Ces journaux, toutefois, n'ont aucune excuse. La manière dont les agences de presse rendirent compte du Conseil, avec une honnêteté rare qu'il faut signaler, était si claire que la simple lecture des dépêches aurait dû leur suffire à saisir le sens de ces assises.

Ils sont donc entièrement responsables de leurs faiblesses et de leurs carences. L'information, en fait, fut, la plupart du temps, présentée frauduleusement, la palme en ce domaine, c'est l'Humanité qui la porte : évoquant l'amendement Victor Fay, le journal écrit : « La condamnation politique et publique des actes de sabotage et des attentats individuels ou de groupes isolés a été vivement prise à parti, notamment par Kergoat. Finalement, l'amendement a été repoussé. La plupart de ceux qui, ouvertement, se solidarisent avec les agissements et les méthodes terroristes... ».

Quel bricolage, camarades ! Quelle insidieuse manière d'assimiler des faits de nature différente. Goebbels, l'apôtre du nazisme, ne faisait pas autrement.

Un débat très vif

Les délégués se sont donc retrouvés vendredi matin dans la grande salle du palais d'Orsay à Paris. L'ordre du jour de ce III^e Conseil national du P.S.U. portait sur l'élaboration d'un programme d'action du parti. Dès l'ouverture, un débat très vif s'est engagé sur le rapport d'activité du bureau national, présenté par François Dalbert. Les interventions ont porté principalement sur la nécessité d'une réorganisation administrative ainsi que sur les conditions dans lesquelles le bureau national avait poursuivi, puis rompu ses négociations avec le P.C.F. Le secrétaire national, Michel Rocard, est revenu, dans son discours prononcé en fin d'après-midi, sur les municipales : « Tout en mettant l'accent sur la pression unitaire exercée par la classe ouvrière, a-t-il dit, le P.C.F. a voulu déconsidérer notre parti. » Il a également évoqué la conférence de presse de Pompidou, conférence qui « n'a rien appris de neuf ».

Michel Rocard a enfin souligné la nécessité urgente pour le parti de concrétiser le programme révolutionnaire qui fera l'objet de l'ordre du jour du prochain congrès national, les 25, 26 et 27 juin à Lille.

Abraham Béhar, de son côté, a rappelé l'originalité profonde de ce Conseil national, préparé, pour la première fois, par un millier de délégués ouvriers et paysans.

Neuf commissions

En début de soirée, neuf commissions étaient formées pour examiner le rapport de synthèse : Etat, cadre de vie, enseignement et culture, luttes paysannes, services, luttes internationales, luttes ouvrières, répression et enfin, orientation, qui devait rédiger le « chapeau politique » de ce texte de synthèse.

Le soir même, souvent très tard, et le samedi matin, les délégués se répartirent dans les différentes commissions. Les débats les plus longs furent livrés sur les luttes ouvrières, la répression et surtout l'orientation où deux points de vue, celui de la majorité de la fédération de Paris et celui défendu par B a u b y, s'affirmèrent nettement. Toutefois, il est à souligner que les tendances apparues en juin dernier à Rouen ne se manifestèrent plus.

C'est finalement une analyse beaucoup plus élaborée de la question syndicale que celle fournie par les précédents conseils qui l'emporta.

Unanimité

L'exposé des rapports des commissions commença samedi après-midi. Il se prolongea tard dans la soirée pour reprendre, le lendemain, sur l'un des derniers rapports : Luttes ouvrières.

Les délégués, nombreux à toutes les séances écoutèrent avec attention les différents rapporteurs, dont plusieurs ouvriers, commerçants (commission services) et paysans (commission agriculture).

Le programme d'action, amendé en fonction des rapports des différentes commissions, a été adopté à l'unanimité. Au-delà des discussions, les délégués ont manifesté la volonté d'entreprendre un travail en commun.

Après le vote sur le programme d'action, Bernard Lambert a présenté, au nom du bureau national, une esquisse du programme révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés. Son discours, écouté avec attention, et très applaudi, s'est terminé sur des propositions pour transformer la nature du parti. Le prochain Congrès en décidera.

Le Bureau National déclare...

Le pouvoir a clairement fondé sa politique d'industrialisation sur les intérêts du capitalisme avancé et les positions du grand patronat. Cette politique réclame notamment la sélection et la formation d'une main-d'œuvre adaptée. Pour éviter les crises que peut produire cette exigence sur le système d'enseignement très centralisé que nous connaissons en France, le pouvoir doit pratiquer diverses réformes : abandon des secteurs peu rentables (maternelles, enfance inadaptée...), nouveaux cloisonnements de l'enseignement technique, renforcement de la sélection sociale (frais scolaires, examens et procédures d'orientation...), pénétration du patronat dans les Conseils d'administration ou d'université et dans l'enseignement lui-même. Un des meilleurs moyens pour faciliter le contrôle patronal sur le système de formation est d'instituer la concurrence entre des établissements de même nature : c'est ce que permet la loi Edgar Faure pour l'enseignement supérieur, c'est ce que va permettre le renouvellement de la loi Debré en pérennisant le système des contrats simples pour les établissements privés. Cette politique scolaire trouve désormais son pendant à l'intérieur même des entreprises : les accords du 9 juillet 1970 aboutissent à créer un système complet de formation sous le contrôle des forces économiques dominantes. Il y a là une nouvelle base de lutte pour les travailleurs : imposer

leur contrôle sur la formation professionnelle, non sous la forme d'un partage des tâches avec le patronat, mais par leur contrôle direct sur les conditions, les méthodes et le contenu de la formation, débouchant sur la remise en cause de l'ensemble du système scolaire et universitaire.

Cette perspective de lutte implique une union étroite entre les forces ouvrières et paysannes et les forces progressistes de l'enseignement, parmi les enseignants, les étudiants, les lycéens. Cette union peut se réaliser dès maintenant dans la lutte contre la politique du pouvoir, telle qu'elle est exprimée par Pompidou : en mettant sur le même plan l'école publique et l'école privée, le chef de l'Etat transforme fondamentalement le rôle et la nature de l'éducation nationale, qui n'est plus qu'un système administratif au service de la concurrence scolaire et des intérêts capitalistes. L'école prend un nouveau visage : celui de l'entreprise. Elle doit entraîner les mêmes combats.

Le P.S.U. appuie l'initiative de la F.E.N. pour une mobilisation des enseignants le jour du débat au parlement sur le renouvellement de la loi Debré. Mais cette mobilisation n'a de sens que si elle est comprise et appuyée par les travailleurs ouvriers et paysans : tel pouvait être le sens de l'intervention du C.N.A.L. Le P.S.U. qui, dès l'origine, a constamment soutenu l'action du C.N.A.L., a souhaité que

sa direction s'engage dans cette voie. Or celle-ci a soumis au P.S.U. comme aux autres organisations qui soutiennent le C.N.A.L., deux types de documents :

— les uns établissaient une critique du projet gouvernemental et envisageaient diverses formes de campagne : le P.S.U. était et reste prêt à donner son soutien à cette action ;

— les autres exposaient, dans des formules proches d'un projet de loi, des positions sur les enseignements primaire, secondaire et technique, qui s'appuient sur le colloque de décembre 1967.

Il est évident que le mouvement de Mai 68 et la politique gouvernementale transforment les conditions de l'action et du débat : comment demander la « coopération » à l'école sans condamner en même temps la participation ? Comment parler du rôle de l'éducation nationale dans la formation professionnelle sans évoquer les conséquences des accords du 9 juillet 1970 ? Ces exemples prouvent que le débat doit être rouvert. Le P.S.U. a fait au C.N.A.L. des propositions dont celui-ci n'a pu tenir compte, sans mettre en cause l'accord qu'il avait obtenu du P.S., du P.C. et de la C.G.T. Le P.S.U. refuse pour sa part de donner son accord à un texte qui s'inscrit très exactement dans la stratégie de « démocratie avancée ». Ne tenant aucun compte de cette position, la direction

du C.N.A.L. s'est refusée à dissocier les deux types de documents ; elle a ainsi lié l'action laïque à une certaine politique à l'égard de l'éducation nationale : une politique réformatrice qui donne aux travailleurs l'illusion que le pouvoir actuel peut résoudre les problèmes de l'école en fonction de leurs intérêts. Cette politique n'est rien d'autre finalement qu'une autre forme de la « participation » que le P.C.F. développe dans l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire. Le C.N.A.L. cesse donc, du fait de sa direction, d'être le point d'appui d'une action laïque unitaire.

Le P.S.U. réaffirme l'exigence du combat laïc pour mettre l'école au service du peuple. Il développera son action avec les C.D.A.L. partout où cela sera possible, et avec tous les enseignants, les élèves, les parents, les travailleurs ouvriers et paysans qui veulent s'inscrire efficacement dans ce combat. Il faut dénoncer la fausse neutralité de l'enseignement, s'opposer à la pression capitaliste sur l'école, mettre en échec les projets du pouvoir en menant la lutte sur d'autres terrains que celui du parlement où le combat est évidemment perdu d'avance. Le P.S.U. appuiera toutes les initiatives et les prises de position capables de développer dans les mois qui viennent, une action laïque dédagée des manœuvres tactiques, fondée sur la mobilisation des travailleurs pour une seule école du peuple.

Les Etats-Unis connaissent depuis le début des années soixante une nouvelle vague d'opposition anti-capitaliste ; comparée à celle des années trente, elle ne le cède en rien du point de vue de son ampleur. Les manifestations contre la guerre du Vietnam, la lutte contre le racisme, contre les taudis réunissent des masses considérables. Mais cette radicalisation suit des voies complexes. Il y a aujourd'hui beaucoup de confusion dans tout un secteur de l'opposition.

U.S.A. : la contestation ambiguë

Eliane Schweitzer

Nous essayerons de cerner quelques points d'un courant idéologique qui traverse en ce moment les États-Unis. Il touche un ensemble d'individus rejetés d'une manière ou d'une autre par le système.

On a pu parler de « procession bigarrée constamment en évolution » car il s'agit d'éléments extrêmement hétéroclites. Depuis les hippies qui fuient la société, jusqu'aux organisations qui se donnent un langage révolutionnaire (comme les Black Panthers pour les Noirs ou les yippies et weathermen pour les Blancs) en passant par les « déviants sociaux » de la sociologie classique (homosexuels, familles telles que celle de Manson...) tous d'une manière ou d'une autre cherchent « une libération ». Malgré de grandes différences de pensée et de comportement un commun dénominateur existe. Il se manifeste essentiellement au niveau culturel et idéologique. C'est ce phénomène dont nous essayerons de rendre compte.

« Generation gap » (fossé entre les générations)... c'est un mot à la bouche de bien des gens. Il traduit une part de vérité. 50 % de la population aux États-Unis a moins de 27 ans. Les groupes marginaux sont essentiellement composés de jeunes, pour la plupart non insérés dans la vie économique.

Produit par le système

Citadelle du capitalisme, la société américaine n'offre pas de choix. Vous ne suivez pas les règles, vous êtes laminés et rejetés.

Hors du système économique, les dissidents sentiront ses effets les plus apparents. L'hyper-technicité, la consommation à outrance, la pollution deviennent à elles seules des facteurs d'oppression. A ce niveau, la réponse ne pourra être que l'aspiration à un retour à une « société d'avant la consommation », la prolifération de secteurs néo-artisanaux et agricoles ainsi que la redécouverte de la nature...

La scène politique est occupée par deux grands partis qui détiennent le monopole du pouvoir. Tous ceux qui refusent la légalité bourgeoise subissent le joug de la répression et de « la tolérance répressive », la violence des flics lâchés sur les manifestations ou dans les campus n'est étrangère à personne. La « tolérance répressive » est le jeu subtil par lequel le pouvoir tente de récupérer un certain nombre de revendications, tout en les dénaturant, afin de ne pas détruire les mythes de l'idéologie dominante (libéralisme...) et de mieux opprimer les individus. Face à cela tout nouveau moyen d'expression sera avidement recherché. La masse de journaux dans « l'Underground », les actes terroristes, les manifestations pacifistes, etc., seront autant de tentatives pour se faire entendre. La

pop-music, à ce titre joue un rôle déterminant. Elle essaye de transmettre un message révolutionnaire lors des grands rassemblements qu'elle suscite.

Hors du système politique et économique c'est au niveau idéologique que la lutte prendra toute son ampleur. Les valeurs esthétiques et morales de la bourgeoisie sont pourries. On sent la décadence s'avancer.

Le processus d'intégration qui fabriquait cette nation semble arrêté. La standardisation, le « melting pot », la soumission à des normes desséchantes provoquent une recherche effrénée d'un « ailleurs » baudelairien, « du grand opéra » de Rimbaud, de tout ce qui permet de retrouver son authenticité, sa vérité, sa propre légitimité. On assiste à un retour sur soi qui

se transforme très vite en une quête spirituelle.

Chez les Noirs ce fait est extrêmement frappant, le système les a, en effet, déstitués de toute humanité. Les partisans du « Black power » cherchent leur libération dans le retour aux valeurs africaines. C'est la redécouverte de la « langue » oubliée. Les Black Panthers n'échappent pas à cette révolution intérieure. Une de leurs justifications est la « libération spirituelle des opprimés ».

Dans les discours les plus politiques on retrouve un désir d'autonomie. « Marx et Engels étaient eux-mêmes racistes ». « Nous devons bien insister sur le fait que Marx et Lénine n'ont pas inventé le socialisme. Ils n'ont fait que lui apporter leur contribution comme beaucoup d'autres, avant

LE CONSEIL DE PARIS

FERME

LA MAISON des JEUNES et de la CULTURE du XVIII



MEETING

AU BARBES PALACE

34 Bd Barbes

31 janv. 10 heures

et après eux... Ce ne sont pas Marx et Lénine qui ont organisé le Black Panther Party, mais Huey Newton et Bobby Seale ».

Ou encore « Personne au monde n'est dans une situation identique à la nôtre et personne ne pourra nous tirer de là que nous-mêmes. » Certes l'autonomie est une phase nécessaire. Mais les B.P. n'arivent pas à la dépasser. L'influence des guerres de libération dans le tiers monde et une certaine tradition utopique empêchent leurs analyses d'être scientifiques pour le moment.

« Ce n'est que par le pouvoir du fusil que le monde entier sera transformé en ce paradis terrestre dont les gens rêvent depuis des temps immémoriaux. » Les fondements de leur révolte se situent encore au niveau de leur subjectivité. C'est une révolte qui veut restituer à la communauté noire son authenticité et sa vie. Les Brown Panthers (Mexicains), les Yellow Panthers (Chinois), les Young Lords (Porto-Ricains), opprimés au même titre que les Noirs, essayent aussi de se battre à leur manière.

Pour les Blancs le problème n'est évidemment pas le même. Mais la différence de « condition » n'empêche pas la répression bourgeoise de se faire sentir.

Les hippies y réagissent en partant. Ils se forment en enclaves au système. Les communautés, qu'elles soient chrétiennes, bouddhistes, agraires, artisanales... constituent de véritables petits mondes à part, chacun essayant d'y vivre conformément à ses conceptions et à ses valeurs. Cette aspiration correspond à l'image de « l'homme total » tel que Marx nous la laisse deviner ; mais la recherche immédiate de leur but (« le paradis maintenant ») les plonge dans le communisme primitif.

Malgré l'apparence d'une plus grande conscience politique les Weathermen demeurent prisonniers d'une personnalisation de leurs problèmes. Ils expriment leur désespoir intérieur en se jetant à plein dans une politique de l'apocalypse dont la pratique courante est le terrorisme urbain.

De même les Yuppies projettent leurs phantasmes et leurs univers psychédéliques sur la réalité. Ils proposent des courses de motos et des danses du ventre devant les commissariats ; des porcs (des vrais) lâchés par centaines dans les rues, recouverts de graisse, l'addition de L.S.D. aux réservoirs d'eau potable. Les déviants, tels que les homosexuels réclament les « Gay Powers ». C'est une autre façon de revendiquer sa propre authenticité.

Toute idéologie est bonne du moment qu'elle est antitechnologique et qu'elle promet une révolution personnelle. Tout moyen banni par la société est bon : drogue, terrorisme, occultisme, pillage, sexe, communauté... Dans Greenwich Village (à New York) les œuvres de Guevara côtoient des mystiques orientaux. On entend parler de Guevara comme d'un guerrillero de la drogue. Beaucoup de place est accordée aux idéologies mystico-fascistes comme la scientologie. On respecte plus Jung que le « technologue » Freud. Nous sommes en face d'un vaste réservoir d'imagination qui ne trouve pas de traduction au niveau global. Il est cloisonné de l'intérieur — chacun se débat comme il peut dans son coin.

Les carences

Symptômes d'une société capitaliste hyper-industrialisée, ces réponses demeurent idéalistes. Si les apparences du capitalisme sont toujours ra-

dicalement contestées, ses fondements ne font jamais l'objet d'une analyse sérieuse. Il s'agit toujours de réactions immédiates au coup par coup ou sentimentales. Sur le plan économique la classe ouvrière n'est jamais prise en considération.

Elle est considérée comme appartenant à « l'élite industrielle ». S'il est vrai que le prolétariat américain jouit de revenus relativement élevés, il n'a pu conquérir cette situation que par des luttes très dures contre le patronat. La classe ouvrière demeure une classe exploitée dont les intérêts objectifs vont à l'encontre du système actuel. Les nombreuses grèves (General Motors, industrie textile, mines, chemins de fer, postes...) enregistrées aux U.S.A., ces derniers temps, en témoignent.

Confondre la bourgeoisie avec la technique, la science, la rationalité est absurde. Certes, le pouvoir apparaît sous forme d'une technocratie, constituée d'experts salariés. Mais il s'agit d'un changement d'organisation qui ne transforme en rien les fondements du capitalisme. Il ne faut donc pas confondre la technique en soi, mais analyser l'utilisation de cette technique. Si la technique est condamnable, c'est parce qu'elle n'est pas tournée vers la satisfaction des besoins sociaux mais orientée vers la mise en valeur du capital, c'est-à-dire utilisée au détriment d'une majorité de la population. De même, la consommation n'est pas, en soi, la mère de tous les vices. Contrairement à ce que l'on croit, consommer n'est pas la finalité du système capitaliste. L'incitation, la publicité, la prolifération de gadgets n'ont pas lieu d'étonner non plus. La seule chance de salut pour ces mouvements est leur lien avec la classe ouvrière.

La lutte idéologique se joue dans l'utopie totale. Redécouvrir son être profond, assumer sa subjectivité, faire d'abord et avant tout sa « révolution personnelle », se retirer ou attaquer en fonction de ses propres problèmes... tout ceci demeure sans danger pour le pouvoir. Il s'agit d'une négation du système sans le dépasser. Il y a là une contradiction entre les objectifs (renversement d'un système) et les moyens (qui sont purement idéologiques). On comprend que le refus systématique d'examen des problèmes subjectifs (sexe, drogue, mode de vie...) au sein de la gauche traditionnellement marxiste-léniniste la rende rebutante. Ceci n'empêche que la libération de l'idéologie passe par la libération des racines objectives et concrètes de l'aliénation. Historiquement, il n'y a pas d'exemple de prise de pouvoir par des gens qui fumaient de la marijuana en tenant un cochon par la laisse et en bousillant quelques flics sur leur passage ! Les thèmes trouvés parmi ce vaste courant ne sont, d'ailleurs, pas très neufs. Ils ont toutes les caractéristiques du socialisme utopiste et du gauchisme tels que l'ont condamné Marx et Lénine : orgueil petit bourgeois, l'individu prime le mouvement, messianisme, radicalisme, minorité agissante, rapport particulier à la violence (sans liaison avec les masses), etc.

Les engrais

Les apports idéologiques sont à la fois nombreux et hétérogènes, pourtant quelques personnalités ont joué et jouent encore un rôle important. Parmi les conceptions non scientifiques, celles de Marcuse et Brown sont les plus marquantes. Tous deux abordent une critique sociale qu'ils mêlent aux conceptions psychanalytiques. L'homme est étudié dans sa

dimension spirituelle et magique. Il y a primauté de la conscience dans la transformation sociale.

La magie, le rituel exotique et l'occultisme font même partie intégrante de la contestation américaine. Ginsberg se présente comme l'incarnation de la nouvelle culture. Pour lui, une descente de jeu divin remplacera la révolution. A l'aide de la drogue, il lutte pour déterrer les « vertus curatives de l'imagination visionnaire » que la bourgeoisie a ensevelies. Il recherche les extases oubliées dans les rebuts scatologiques et sexuels de l'existence : « les banalités oubliées ». Dans la même veine, Watts a joué un rôle déterminant. Il s'est employé à traduire et à vulgariser le zen ainsi que le taoïsme. C'est la séduction du non-sens, de l'anti-intellectualisme et de l'absence de parole. Pour lui, la science a échoué, « elle s'engraisse de péché par omission ». Sa pratique politique consiste à manifester avec des fleurs.

L'apport proprement psychédélique s'incarne chez Leary. Il fut précédé de Husley pour qui la drogue est un instrument scientifique d'exploration de régions inconnues. La drogue n'est ici qu'un moyen ; chez Leary, elle devient une fin. Il s'agit d'une véritable religion. Pour Leary, la drogue donnera naissance à une « nouvelle race », une « nouvelle évolution » et provoquera la transformation de la société. L'élargissement de l'emploi du L.S.D. sera la révolution.

La « sociologie visionnaire » de P. Goodman marque cette génération d'une autre manière. Il a pris position contre l'environnement malade. « Il faut limiter les pouvoirs de notre monstrueux industrialisme pour qu'il se soumette à l'éthique du village ou du quartier. » Il faut instituer des « communautés décentralisées ». Il faut l'ordre social à l'échelle humaine qui permette le libre jeu et la diversité, d'où naissent les imprévisibles réussites des hommes. Ceci passe naturellement par la destruction des villes

qui sont de purs rafistolages bureaucratiques à l'intérieur d'un « statu quo » en voie de désintégration.

Quelque chose d'intéressant est amorcé aux U.S.A. Intéressant, car cela concerne les problèmes et les tares d'un type de société vers lequel on tend. Si ces courants se battent essentiellement sur le plan idéologique, c'est que l'idéologie dominante est en crise ouverte. Et en cela, ils achèvent un processus de désagrégation. Intéressant aussi, car au-delà de leur cloisonnement interne, ces mouvements touchent maintenant une masse de jeunes. Mais il ne s'agit en tout cas pas de la grande révolution attendue par Revel. Aucun de ces protestataires ne fait quoi que ce soit pour mettre en péril le système qu'ils renient. Cette opposition n'est pas organisée et ne fait rien pour cela. Aucune théorie ne leur permet de traduire en conscience politique leurs revendications singulières. Tous ces opposants manquent d'éducation politique qui permettrait de comprendre les mécanismes du pouvoir. En se situant uniquement dans la sphère idéologique, non seulement ils resteront inefficaces mais seront en proie à la répression et à toutes les récupérations possibles. La drogue et le sexe, tels qu'ils sont exaltés, font le bonheur des flics et des commerçants. De même, la campagne écologique réalisée d'une manière bêtifiante offre aux capitalistes une affaire à laquelle ils n'avaient pas songé. La lutte contre la pollution a vu être, en même temps qu'un enjeu idéologique, une source d'investissement, une source d'accumulation, une source de bénéfices supplémentaires (car les objets pourront être vendus plus cher).

Il semble que des organisations telles que le S.D.S. (ce qu'il en reste) et le P.L.P. (Progressive Labor Party), le Socialist Workers Party (trotskyste) ont compris ces problèmes et travaillent en liaison avec les ouvriers. L'idéologie a des racines objectives, et c'est elles qu'il faut attaquer. □

Découverte et Culture

Ski à Meije 2000

Une petite station mais qui satisfait les meilleurs skieurs ; l'organisation collective de la vie dans le chalet (le ravitaillement et la cuisine sont faits en commun grâce aux sommes gérées par les participants), des discussions lors des veillées.

200 francs = séjour d'une semaine plus remontées mécaniques illimitées plus 2 h de cours de ski par jour.

Cheval en Haute Provence

Après des mois de travail, métro, boulot, dodo... Récupérer. Traverser la Haute-Provence, apprendre à connaître à travers les multiples contacts... et tout cela au cours de randonnées dans la région, la tente et les casseroles sur le cheval.

510 francs = séjour de deux semaines tout compris (cheval plus pension)

Decouverte et Culture

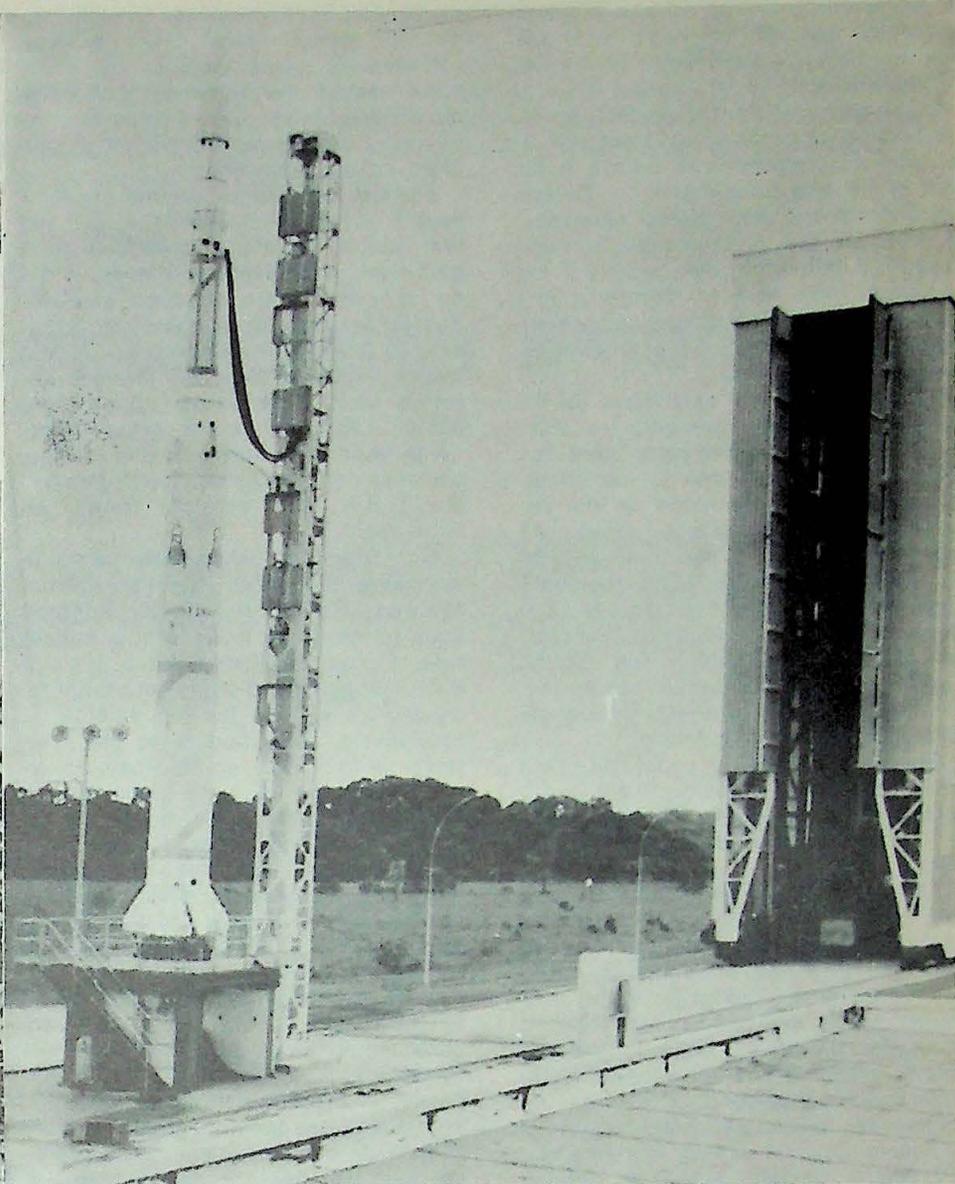
94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. 325-00-09.

La lutte du peuple pour son indépendance

Jean-Pierre Gauvain



Keystone



AFP

Parallèlement à une oppression néo-coloniale qui, de jour en jour accentue la misère des peuples africains francophones, l'impérialisme français maintient sous une dépendance classiquement coloniale un certain nombre de peuples : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, etc.

A mesure que la lutte de ces peuples s'organise et s'intensifie la répression colonialiste française s'accroît, renforçant la prise de conscience des masses.

Cette prise de conscience s'est traduite en Guyane, le 5 août 1970, par une première grève générale politique qui a paralysé la totalité du pays en mobilisant 90 % de la population sur le thème « Indépendance ».

Le 24 novembre, des militants du groupe d'Action populaire marxiste-léniniste sont condamnés.

Le 29 décembre 1970, des ouvriers de la société Alsacienne de Travaux (Socaltra) se mettent en grève illimitée, tandis que tous les travailleurs guyanais se mobilisent pour une assemblée générale, le 10 janvier 1971, à la mairie de Cayenne.

Le 13 janvier, c'est au tour des élèves du collège technique féminin d'entrer en grève illimitée sur des problèmes d'éducation.

L'assemblée générale des travailleurs guyanais déclara à ce propos que « les problèmes de la jeunesse ne sont pas un phénomène fortuit mais la conséquence du système social

qui régit la Guyane, à savoir : le régime capitaliste, colonialiste et assimilationniste basé sur le profit, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation du pays, la corruption, la débauche... Les problèmes de l'éducation et de la jeunesse en général étant liés aux problèmes de la société actuelle, les problèmes de la Guyane ne peuvent trouver de solution que dans le cadre du changement des structures politiques actuelles de la Guyane... »

Colonialisme, immigration, exploitation

Affirmant massivement la nécessité d'un tel changement (les jeunes constituent 60 % de la population et sont les premiers frappés par le chômage) les travailleurs guyanais ont décidé une seconde grève générale politique le 19 janvier pour obtenir leur indépendance nationale.

Il suffit d'examiner brièvement la situation pour comprendre les raisons d'une telle détermination. Comme la Martinique et la Guadeloupe, la Guyane est un « département d'Outre-Mer » (D.O.M.), c'est-à-dire une colonie de type classique. Peuplée de 45.000 habitants en majorité créoles, concentrés pour la plupart à Cayenne et sur la bande côtière, la Guyane vit sur une économie qui dépend totalement de la métropole, cela au profit d'une part, d'une poignée de profiteurs, d'autre part du système impérialiste français tout entier, qui

organise l'immigration vers la France des travailleurs guyanais. La Guyane étant un « morceau de France », le déplacement des prolétaires ne pose aucun problème au B.U.M.I.-D.O.M. (l'agence de recrutement des D.O.M.). Il s'organise d'autant plus aisément qu'une scolarisation au rabais maintient les Guyanais en état permanent de sous-qualification.

Depuis des dizaines d'années est pratiquée une politique d'« assimilation » qui vide les villages, détruit de fond en comble l'économie locale et concentre autour de Cayenne et de St-Laurent (les deux seules villes importantes) une masse grandissante de travailleurs dans les bidonvilles.

Parallèlement à l'oppression des créoles, l'administration coloniale exploite sans ménagement les populations tribales indiennes et d'origine africaine en créant des « communes » artificielles au mépris total des réalités ethniques et économiques et au profit exclusif de certains groupes politico-financiers.

La base spatiale de Kourou

C'est en 1968 que la base spatiale de Kourou, édifée par le Centre national d'Etudes spatiales (C.N.E.S.), est devenue opérationnelle. Elle remplace celle que la France avait construite à Hamaguir, au Sahara. C'est de cette base que fut lancée, en mars 1970, la fusée Diamant B.

Toute la politique spatiale française tourne autour de Kourou où travaillent 6.000 ouvriers, non seulement guyanais mais aussi colombiens et brésiliens. Très intéressée par l'emplacement géographique de cette base (mieux placée par rapport à l'équateur que Cap Kennedy) la N.A.S.A. américaine est entrée, il y a quatre ans, en négociation avec la France. Le président du C.N.E.S. déclare alors que « le gouvernement français ferait volontiers profiter de ses avantages exceptionnels les organisations spatiales des pays qui le désiraient... » Chose promise, chose due : la N.A.S.A. disposera de Kourou pour une période de deux ans.

Une « foi sauvage » dans la classe ouvrière

L'intérêt de conserver cette base s'ajoutant à ses intérêts purement colonialistes, l'impérialisme français a réagi vivement à la montée des luttes en Guyane. Depuis septembre, des renforts de troupe et de gendarmerie affluent vers la Guyane, tandis qu'est annoncée la création d'un centre d'entraînement de légionnaires au camp de St-Jean.

« Dans ce pays où les monopoles font la loi, écrit l'Union des travailleurs guyanais, les initiatives visant à transformer la réalité coloniale sont soumises à de multiples limitations. Liberté d'expression,

liberté d'opinion sont des fictions pour ceux qui n'appartiennent pas au troupeau bêlant des Béni-oui-oui du régime actuel, au service du capitalisme. Mais il faut avoir la « foi sauvage » dans la mission de la classe ouvrière, dans la justesse de ses revendications, dans la victoire, aboutissement logique de sa lutte de libération. »

La détermination du peuple guyanais doit être saluée et soutenue. L'impérialisme français considère la Guyane comme un « département » français. C'est-à-dire que la lutte du peuple guyanais pour son indépendance nous touche prioritairement. En cette occasion comme en d'autres doit être affirmée la solidarité entre tous ceux que le capitalisme français opprime, aussi bien en France et dans les D.O.M. que dans les pays néo-colonisés d'Afrique « francophone ». L'indifférence de l'extrême gauche devant l'assassinat récent de trois patriotes camerounais est très significative. Il est certes nécessaire d'affirmer notre solidarité avec les peuples indochinois, palestiniens, basques, etc., mais cette solidarité ne saurait être que platonique si nous « oublions » les peuples opprimés par notre ennemi numéro 1 : le grand capital français. Ces peuples « oubliés » par nous, pourront alors légitimement nous reprocher de pratiquer un « anti-impérialisme » de façade qui ne sert finalement qu'à détourner l'attention des prolétaires exploités en France de leur ennemi principal. □